PRÉFÈTE
DE LA
CÔTE-D'OR
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1300 ***DU*** 03 AOUT 2026
portant renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'une carrière avec extension

Société EQIOM GRANULATS

Communes d'Athée et de Villers-les-Pots

LA PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR

Vu le règlement (UE) n ° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22/10/14 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif a la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté cadre interdépartemental n° 1179 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône ;

Vu le schéma régional des carrières de Bourgogne-Franche-Comté approuvé par arrêté préfectoral n°25-317 du 16 décembre 2025 et publié au registre des actes administratifs du 19 janvier 2026 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 21 mars 2022 ;

Vu le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

Vu le plan de prévention des risques d'inondations par débordement de la Saône pour les communes de Poncey-les-Athée, Flammerans, Auxonne, Athée, Villers-les-Pots, Tillenay, Les Maillys, Labergement-les-Auxonne, Villers-Rotin, Flagey-les-Auxonne, Saint-Seine-en-Bâche et Laperrière-sur-Saône approuvé par l'arrêté préfectoral n°463 du 28 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2010 autorisant la société HOLCIM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire des communes d'Athée et de Villers-les-Pots ;

Vu l'arrêté préfectoral n°283 du 22 mars 2021 portant prolongation de l'autorisation la carrière ;

Vu la demande d'autorisation environnementale du 16 décembre 2022, présentée par la société EQIOM GRANULATS dont le siège social est situé Colisée Gardens – 10 Avenue de l'Arche – Zac Danton – 92400 Courbevoie, à l'effet d'obtenir le renouvellement avec extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de granulats alluvionnaires siliceux située sur les communes d'Athée et de Villers-les-Pots et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du code de l'environnement ;

Vu les compléments et précisions techniques apportés par le pétitionnaire à cette demande, notamment les 22 novembre 2023, 15 juillet 2024, 1er juillet 2025, 16 octobre 2025 et 10 février 2026 ;

Vu l'avis de l'institut national de l'origine et de la qualité du 27 janvier 2023 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté du 27 janvier 2023 ;

Vu les avis de la direction départementale des territoires de la Côte-d'Or des 15 février 2023, 5 décembre 2023, 21 décembre 2023, 10 avril 2023, 29 août 2024 et 22 janvier 2026 ;

Vu les avis de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne – Rhône-Alpes, qui assure la police de l'eau sur l'axe Saône, des 10 février 2023, 6 février 2024 et 3 septembre 2024 ;

Vu l'absence d'avis de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu les avis du service biodiversité eau patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté relatif aux espèces protégées des 23 février 2024 et 21 mars 2025 ;

Vu l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Bourgogne Franche-Comté (CSRPN) du 4 juin 2025 ;

Vu l'avis de l'Office national des forêts du 28 décembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale du 23 janvier 2024 ;

Vu la décision n°E25000092/21 du 11 août 2025 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1403 du 10 septembre 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur une demande d'autorisation environnementale présentée par la société EQIOM GRANULATS pour le renouvellement avec extension de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert située sur les communes d'Athée et de Villers-les-Pots ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes situées dans le rayon d'affichage de l'avis au public ;

Vu la publication des 19 septembre 2025 et 10 octobre 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur du 30 novembre 2025 ;

Vu les avis prononcés par les conseils municipaux des communes consultées ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or ;

Vu la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune d'Athée approuvée par délibération du conseil municipal de la commune d'Athée du 9 juillet 2026 ;

Vu le rapport et les propositions du 27 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites lors de sa séance du 12 mars 2026 au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 31 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre du pétitionnaire du 20 avril 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté, complétée par courriel du 29 mai 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une carrière est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre I^{er} du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société EQIOM GRANULATS dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet est implanté en tête de bassin Rhône-Méditerranée et prévoit le remblaiement de la carrière en eau, notamment avec des déchets inertes extérieurs ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par la société EQIOM GRANULATS est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma régional des carrières ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale inclut les équipements, les installations et les activités que leur connexité rend nécessaires à la carrière, ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations associées pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le maintien permanent (via les opérations de découverte et d'extraction) d'un volume minimal de 20 000 m^3 pour l'expansion des crues de la Saône, permet de compenser les remblais réalisés dans le champ d'expansion des crues de la Saône à hauteur de 3 000 m^3 et répond ainsi aux objectifs de la disposition 8-03 du SDAGE Rhône-Méditerranée et de la disposition D2-3 du PGRI Rhône-Méditerranée relatives aux remblais en zone inondable ;

CONSIDÉRANT que les zones humides les plus sensibles sont évitées, en particulier les prairies humides du Val de Saône à l'Est et une zone humide remarquable (la Grande Mare) au Nord, et que la destruction de la zone humide impactée constitue un choix de moindre impact puisque cette zone est assez dégradée, notamment du fait de son occupation par une culture de soja et par une peupleraie ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires à la destruction de zones humides, comportant 2,9 ha de mesures principales et 15,2 ha de mesures secondaires, répondent aux objectifs de la disposition 6B-03 du SDAGE Rhône-Méditerranée relative à la préservation des zones humides ;

CONSIDÉRANT que les mesures figurant dans le dossier d'autorisation environnementale et les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir la compatibilité du projet avec le PGRI Rhône-Méditerranée et le SDAGE Rhône-Méditerranée et avec les objectifs fixés d'atteinte du bon état des masses d'eau, dans le cadre d'une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation aux espèces protégées concerne un projet d'extension de carrière sur le territoire de la commune d'Athée ;

CONSIDÉRANT que pour les espèces protégées d'animaux non domestiques ou végétaux non cultivés et leurs habitats, sont interdites la destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ;

CONSIDÉRANT que le projet tel que décrit dans le dossier présente, après application des mesures d'évitement et de réduction, des risques d'impacts suffisamment caractérisés sur des espèces protégées et leurs habitats, notamment sur l'habitat naturel d'espèces d'oiseaux, utilisés pour leur repos et leur reproduction ;

CONSIDÉRANT qu'à ce titre une dérogation au titre du L.411-2 du code de l'environnement est nécessaire pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que l'octroi d'une demande de dérogation est soumis au respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- présenter des raisons impératives d'intérêt public majeures ;
- démontrer qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante ;
- garantir le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que le gisement exploité par la carrière d'Athée est composé de sable roulé siliceux qui est non substituable pour son utilisation pour certains usages dans la voirie ou la salubrité publique, à l'échelle du territoire concerné ;

CONSIDÉRANT que le projet répond ainsi à des raisons impératives d'intérêt public majeures ;

CONSIDÉRANT que le transfert de l'activité du site d'Athée vers une autre carrière comme la carrière de granulats siliceux de Vincent-Froideville est inenvisageable au regard de l'analyse réalisée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'ouverture d'un nouveau site aurait des impacts environnementaux conséquents et ne respecterait pas les préconisations du schéma régional des carrières ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a délimité l'extension du site et les zones d'extraction en évitant autant que possible les zones à plus forts enjeux environnementaux ;

CONSIDÉRANT que le porteur de projet justifie ainsi l'absence de solution alternative satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que le site retenu présente une mosaïque de milieux naturels favorables pour de nombreuses espèces protégées de faune et de flore ;
CONSIDÉRANT que des mesures pertinentes d'évitement des impacts sont proposées, notamment l'évitement des habitats d'intérêts communautaires ;
CONSIDÉRANT que des mesures de réduction adaptées sont proposées, notamment l'adaptation des calendriers d'intervention pour limiter le risque de destruction directe des individus ;
CONSIDÉRANT qu'après application de mesures d'évitement et de réduction, le projet présente des impacts jugés significatifs sur des habitats de reproduction, d'alimentation et de repos d'individus d'espèces protégées suivants :
• destruction et altération de 6 ha de milieux forestiers favorables à la reproduction de l'avifaune et du Chat forestier ;
• destruction d'un front sableux favorable à l'Hirondelle de rivage ;
CONSIDÉRANT que des mesures de compensation sont proposées, avec notamment la mise en place d'îlots de vieillissement de 7,4 ha et la restauration d'une peupleraie de 1,6 ha ;
CONSIDÉRANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;
CONSIDÉRANT que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces protégées se trouvent donc ici réunies ;
CONSIDÉRANT qu'au vu de l'impact global du projet tant sur le plan économique, environnemental que social, il convient de définir un coefficient multiplicateur égal à 2,5 pour la compensation du défrichement ;
CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-41 du Code de l'environnement, le délai pour statuer sur la demande d'autorisation a été suspendu jusqu'à la modification du PLU de la commune d'Athée, intervenu le 9 juillet 2026 ;
CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Table des matières

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales ***9***

Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation 9

Chapitre 1.2 - Nature des installations 11

Chapitre 1.3 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs 12

Chapitre 1.4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation 12

Chapitre 1.5 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité 13

Chapitre 1.6 - Garanties financières 13

Chapitre 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection 14

Chapitre 1.8 - Objectifs généraux 14

Chapitre 1.9 - Consignes 15

Titre 2 - Protection de la qualité de l'air ***16***

Chapitre 2.1 - Conception des installations 16

Chapitre 2.2 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières 16

Titre 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques ***17***

Chapitre 3.1 - Plan des réseaux 17

Chapitre 3.2 - Prélèvements et consommations d'eau 17

Article 3.2.1 - Origine des approvisionnements en eau 17

Article 3.2.2 - *Gestion de la ressource en eau* 18

Article 3.2.3 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux 19

Article 3.2.4 - Réutilisation des eaux de l'installation fixe de traitement des matériaux 19

Article 3.2.5 - *Suivi des prélèvements d'eau de surface et de la réutilisation des eaux* 20

Chapitre 3.3 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet 20

Article 3.3.1 - Points de rejet 20

Article 3.3.2 - Eaux pluviales – Eaux de ruissellement 21

Article 3.3.3 - Eaux usées sanitaires 22

Chapitre 3.4 - Kits d'intervention 22

Chapitre 3.5 - Circulation de la nappe 22

Chapitre 3.6 - Surveillance des rejets et de leurs effets sur les milieux aquatiques 22

Titre 4 - Prescriptions relatives aux autorisations embarquées et aux mesures « Éviter, Réduire, Compenser » ***24***

Chapitre 4.1 - Défrichement 24

Chapitre 4.2 - Arrêtés ministériels relatifs aux installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 (IOTA) 24

Chapitre 4.3 - Mesures compensatoires à la destruction d'espèces protégées 25

Article 4.3.1 - Mesures d'évitement 25

Article 4.3.2 - Mesures de réduction 25

Article 4.3.3 - Mesures de compensation 27

Article 4.3.4 - Mesures d'accompagnement 28

Article 4.3.5 - Mesures de suivi 29

Chapitre 4.4 - Mesures compensatoires à la destruction de zones humides 29

Titre 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE *30*
Chapitre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit 30
Chapitre 5.2 - Circulation 31
Chapitre 5.3 - Insertion paysagère 31
Titre 6 - Prévention des risques technologiques *31*
Titre 7 - Prévention et gestion des déchets *32*
Chapitre 7.1 - Entreposage des déchets dans la carrière 32
Chapitre 7.2 - Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement 33
Chapitre 7.3 - Déchets d'extraction 33
Titre 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS *33*
Chapitre 8.1 - Aménagements - Conditions d'exploitation 33
Chapitre 8.2 - Implantation des stockages de matériaux et des installations de traitement 35
Chapitre 8.3 - Conditions de remise en état 35
Article 8.3.1 - Zone en renouvellement 35
Article 8.3.2 - Zone en extension 37
Chapitre 8.4 - Remblayage avec des déchets inertes extérieurs 39
Chapitre 8.5 - Rapport annuel 44
Chapitre 8.6 - Commission locale de concertation et de suivi 45
Titre 9 - Dispositions finales *45*
Chapitre 9.1 - Caducité 45
Chapitre 9.2 - Délais et voies de recours 46
Chapitre 9.3 - Publicité 46
Chapitre 9.4 - Exécution 47

Liste des annexes :

Annexe 1 – Plan d'ensemble
Annexe 2 – Caractéristiques du réseau de surveillance des retombées de poussières
Annexe 3 – Plan du circuit des eaux
Annexe 4 – Plan de localisation des piézomètres
Annexe 5 – Plan des points de mesure bruit
Annexe 6 – Plan de phasage d'extraction
Annexe 7 – Plan du tracé de la piste de transport du tout-venant
Annexe 8 – Plan de remise en état (3 pages)
Annexe 9 – Plan de phasage du remblayage
Annexe 10 – Localisation des mesures ERC
Annexe 11 – Plan de la lisière boisée

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EQIOM GRANULATS (SIREN 333 892 610), dont le siège social est situé Colisée Gardens, 10 Avenue de l'Arche, ZAC Danton, 92400 Courbevoie, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes d'Athée et de Villers-les-Pots, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes, conformément au plan joint en annexe 1 :

Commune	*Section cadastrale*	*N° de parcelle*	*Superficie de la parcelle cadastrale (m²)*	*Emprise du projet sur la parcelle (m²)*	*Zone en renouvellement ou en extension*
Athée	B	720	42 210	42 210	Renouvellement
		724	26 120	26 120	Renouvellement
	C	58	2 530	2 530	Renouvellement
		77	20 000	7 123	Renouvellement
		90	241 306	241 306	Renouvellement
	ZE	43	2 480	1 801	Extension
		44	190 697	61 600	Extension
		46	8 639	1 900	Extension
		47	4 272	4 272	Extension
		48	1 477	1 477	Extension
		49	1 659	1 659	Extension
		50	1 808	1 808	Extension
		51	4 985	4 985	Extension
		52	4 696	4 696	Extension
		54	4 680	4 680	Extension
		55	2 606	2 606	Extension
		56	6 901	6 901	Extension
		57	1 154	1 154	Extension
		58	623	623	Extension
		59	1 765	1 765	Extension
		60	4 326	4 326	Extension
		61	3 416	3 416	Extension
		62	1 834	1 834	Extension
		63	2 540	2 540	Extension
		64	1 051	1 051	Extension
		65	1 690	1 690	Extension
		67	3 715	3 715	Extension
		68	7 161	7 161	Extension
		69	10 878	9 929	Extension
		98	668	668	Renouvellement
		99	17 675	17 675	Renouvellement

Commune	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie de la parcelle cadastrale (m^2)	Emprise du projet sur la parcelle (m^2)	Zone en renouvellement ou en extension
		110	5 302	1600	Extension
Villers-les-Pots	B	394	1 810	1 810	Renouvellement
		410	6 975	6 975	Renouvellement
		411	7 200	7 200	Renouvellement
		412	8 510	8 510	Renouvellement
		413	7 950	7 950	Renouvellement
		418	5 575	5 575	Renouvellement
		419	2 788	2 788	Renouvellement
		420	2 787	2 787	Renouvellement
		421	2 360	2 360	Renouvellement
		422	2 360	2 360	Renouvellement
		423	4 355	4 355	Renouvellement
		424	4 355	4 355	Renouvellement
		425	2 920	2 920	Renouvellement
		426	2 920	2 920	Renouvellement
		427	2 920	2 920	Renouvellement
		469	13 765	13 765	Renouvellement
		476	2 571	2 571	Renouvellement
		477	9 823	9 823	Renouvellement
		478	3 570	3 570	Renouvellement
		479	3 670	3 670	Renouvellement
		480	1 860	1 860	Renouvellement
		481	1 850	1 850	Renouvellement
		482	1 720	1 720	Renouvellement
		483	2 605	2 605	Renouvellement
		885	3 968	3 968	Renouvellement
		990	11 545	11 545	Renouvellement
		1 012	2 204	2 204	Renouvellement
		1 014	1 341	1 341	Renouvellement
		1 016	566	566	Renouvellement
		1 018	1 997	1 997	Renouvellement
		1 020	950	950	Renouvellement
		1 022	6 122	6 122	Renouvellement
		1 024	610	610	Renouvellement
		1 029	32 892	32 892	Renouvellement
		1 031	33 226	33 226	Renouvellement
		1 105	17 380	17 380	Renouvellement
		1 106	70 130	70 130	Renouvellement
TOTAL			921 014	766 971	/

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie de la carrière est de 766 971 m². La superficie de la zone d'extraction représentée sur le plan en annexe 1 du présent arrêté est de 120 340 m².

Article 1.1.3 - Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Autorisation et déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 (IOTA) ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2, pour les espèces référencées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé (notamment au paragraphe 5.3 de l'étude d'impact de juillet 2024, complété par la synthèse chiroptérologique de septembre 2025);
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;

Les prescriptions liées aux autorisations embarquées figurent au titre IV du présent arrêté.

Article 1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au titre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au chapitre 1.2 ci-dessous.

Chapitre 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubriques ICPE	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime*
2510-1	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Superficie du périmètre d'autorisation : 76 ha 69 a 71 ca Superficie de la zone d'extraction : 12 ha 03 a 40 ca	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Installations de traitement des matériaux : - Installation fixe : 350 kW - Installation mobile (au sens de déplaçable, présente sur site pour des campagnes de concassage) : 440 kW Soit au total 790 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m²	Superficie de 33 000 m²	E

(*) A (autorisation), E (enregistrement)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau (IOTA) listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent.

Rubriques IOTA	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime*
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	9 piézomètres, dont 2 piézomètres de suivi supplémentaires au niveau de l'extension	D
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Surface des plans d'eau résiduels : 37,5 ha	A
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha	Surface des zones humides mises en eau : 1,77 ha	A
3.2.20	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m²	Surface de 2 000 m² (400 ml x 5 m) soustraite à l'expansion des crues avec la mise en place d'un merlon de terre végétale, pour un volume de 3000 m³	D

(*) A (autorisation), D (déclaration)

Chapitre 1.3 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2010 susvisé ne sont plus applicables aux parcelles identifiées comme étant en renouvellement dans le tableau de l'article 1.1.2 du présent arrêté à compter de sa date de notification.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 2010 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2021 susvisés demeurent applicables aux parcelles que ces actes visent et qui ne sont pas intégrées au périmètre du présent arrêté préfectoral.

Chapitre 1.4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf pour les points qui seraient contraires au présent arrêté. Ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Toute référence au dossier de demande d'autorisation environnementale dans le présent arrêté renvoie au dossier dans sa version complétée le 15 juillet 2024, le 1er juillet 2025, le 16 octobre 2025 et le 10 février 2026.

Chapitre 1.5 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Article 1.5.1 - Cessation d'activité et usage futur

Les usages futurs du site au sens de l'article D. 556-1 A du Code de l'environnement à prendre en compte lors de la cessation d'activité sont des usages de type agricole et de renaturation selon les secteurs délimités sur le plan en annexe 8.

Article 1.5.2 - Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21, L. 181-28 et L. 515-1 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase de remise en état finale du site.

Les extractions de matériaux cessent au plus tard cinq ans avant l'échéance de l'autorisation, les cinq dernières années de l'autorisation étant dédiées à la finalisation de la remise en état.

Article 1.5.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur utilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Chapitre 1.6 - Garanties financières

Article 1.6.1 - Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique 2510-1.
Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

L'exploitation est menée en 3 périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA).

Phase / Période	*Montant minimal des garanties*
1 / de 0 à 5 ans	679 781 €
2 / de 5 à 10 ans	508 582 €
3 / à partir de 10 ans et jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet	303 143 €

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé par référence à l'indice TP01 (base 2010) d'avril 2024 (130,3).

L'exploitant actualise, à son initiative, le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.

Le montant des garanties financières est révisé en cas de besoin, notamment en cas de modification du phasage ou de l'exploitation.

Article 1.6.2 - Établissement des garanties financières

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Chapitre 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Chapitre 1.8 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Chapitre 1.9 - Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 1.9.1 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, sont notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.9.2 - Consignes de sécurité

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un engin, un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des mesures visant à limiter les risques en cas d'inondation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation, ainsi que du fonctionnement, des dangers et des inconvénients des installations, des équipements exploités, des engins utilisés, et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Titre 2 - Protection de la qualité de l'air

Chapitre 2.1 - Conception des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Chapitre 2.2 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin, et les voies d'accès au site depuis la route départementale sont constituées d'enrobés et nettoyées lorsque nécessaire, dans les conditions techniques définies par l'Agence Territoriale de Côte-d'Or Plaine-de-Saône ;
- les surfaces où cela est possible sont végétalisées/engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les camions de transport des granulats sont bâchés avant leur sortie du site.

Le réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement, par la méthode des jauges de retombées, mis en place en application de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé est constitué d'au moins 4 points de mesure implantés selon le plan en annexe 2.

Titre 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Chapitre 3.1 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux daté est établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, y compris celle pompée dans le milieu
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (bassins, vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Chapitre 3.2 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.2.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	*Nom de la masse d'eau*	*Localisation du point de prélèvement*	*Usage*	*Prélèvement maximal*
Eau de surface (rivière, lac, nappe alluviale etc.)	Alluvions de la Saône entre les confluents de l'Ognon et du Doubs (FRDG377)	Plan d'eau le plus proche de l'installation fixe de traitement des matériaux (cf. annexe 3)	Pompage d'appoint pour le lavage des matériaux	148 000 m³/ an 200 m³/ h (*) (prélèvement brut sans compter le retour des eaux en circuit fermé)
Eau souterraine	Alluvions de la Saône entre les confluents de l'Ognon et du Doubs (FRDG377)	Puits de pompage à proximité des locaux sociaux du site (cf. annexe 3)	Usages sanitaires (sans consommation humaine au sens de l'article R. 1321-1 du code de la santé publique)	20 m³/ an

** débit maximal horaire fixé dans l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.*

Au sens du présent arrêté, on entend par prélèvement d'eau : les prélèvements effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion de la récupération d'eaux de pluie en vue de leur réutilisation et des eaux réutilisées.

L'établissement n'est pas raccordé au réseau de distribution d'eau potable.

Article 3.2.2 - Gestion de la ressource en eau

- *Plan de sobriété hydrique*

Dans le cadre de la gestion de la ressource en eau, l'exploitant établit et tient à jour un plan de sobriété hydrique, comportant notamment :
- le bilan des prélèvements et rejets d'eau trimestriels depuis 2021 ;
- le bilan des volumes d'eaux réutilisées dans l'installation ;
- la proportion d'eau réutilisée (volume d'eaux réutilisées / (volume d'eaux réutilisées + complément d'eau nécessaire en provenance du milieu naturel)) ;
- le bilan des mesures temporaires en période d'étiage mises en place depuis 2021 ;
- le bilan des économies d'eau réalisées depuis 2021 ;
- le calcul du prélèvement d'eau moyen horaire sur une période annuelle depuis 2021 ;
- le calcul du prélèvement d'eau spécifique annuel et trimestriel depuis 2021 ;
- la démonstration que les besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées et économiquement acceptables ; cette démonstration est révisée a minima tous les 5 ans et lorsque des remplacements d'équipement sont envisagés.

Ce plan de sobriété hydrique est tenu à la disposition de l'inspection.

- *Volumes cibles de prélèvements d'eau de surface*

Pour la période 2026-2031, le volume cible du prélèvement d'eau moyen horaire sur une période annuelle est de 75 m^3/h, et le prélèvement d'eau spécifique annuel cible est de 1,5 m^3/ tonne de matériaux commercialisables produits ; dans le cas où ces volumes cibles ne seraient pas atteints, l'exploitant recherche les actions correctives adaptées et économiquement acceptables et les mets en œuvre.

- *Gestion de la ressource en eau en période d'étiage*

Dans le cadre de la gestion de la ressource en eau en période d'étiage, l'exploitant réduit sa consommation d'eau selon les modalités suivantes :
- en alerte : réduction d'au moins 5 % par rapport au volume de référence
- alerte renforcée : réduction d'au moins 10 % par rapport au volume de référence
- crise : réduction d'au moins 25 % par rapport au volume de référence

en fonction des passages de seuil définis dans par arrêté préfectoral relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône.

Les notions de « volume de référence » et de « consommation d'eau » s'entendent au sens des définitions précisées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé.

Article 3.2.3 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 3.2.4 - Réutilisation des eaux de l'installation fixe de traitement des matériaux

Le circuit des eaux industrielles de l'installation fixe de traitement des matériaux est conçu de manière que les eaux de lavage des matériaux extraits et de lavage de l'installation soient intégralement réutilisées. Dans cet objectif, l'exploitant met en place un dispositif de décantation et réutilisation intégrale des eaux comprenant notamment un chenal situé à proximité de l'installation de lavage, selon le schéma de principe en annexe 3. Ce dispositif est complété par tout autre équipement ou ouvrage complémentaire qui serait nécessaire à la réutilisation intégrale des eaux.

Ce dispositif de réutilisation des eaux est conçu et entretenu pour être étanche et permettre le stockage de l'intégralité des eaux de l'installation de traitement des matériaux lors de l'arrêt de la production et permettre la réutilisation de ces eaux lors de son redémarrage. L'exploitant s'assure de l'absence d'interconnexion entre le dispositif de réutilisation des eaux et la nappe d'eau souterraine, même après les opérations de curage nécessaires pour conserver l'efficacité de la décantation.

Dans le cas où un excédent d'eau (lié par exemple à l'apport d'eaux de pluie) serait constaté dans le dispositif de décantation, cet excédent est géré en application de l'article 3.3.2.1 du présent arrêté.

L'exploitant décrit les mesures d'entretien et de contrôle du dispositif de réutilisation des eaux et explicite les modalités de mise en œuvre dans une notice, qu'il tient à disposition de l'inspection. La mise en œuvre de ces actions est enregistrée sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.5 - Suivi des prélèvements d'eau de surface et de la réutilisation des eaux

Un compteur est mis en place au niveau de la pompe de prélèvement d'eau dans le milieu naturel (plan d'eau proche de l'installation fixe de traitement) afin de comptabiliser le complément d'eau nécessaire en provenance du milieu naturel.

Un compteur est mis en place au niveau de la pompe renvoyant les eaux décantées vers l'installation fixe de traitement des matériaux, en sortie du chenal de décantation ou équivalent, afin de comptabiliser distinctement les eaux réutilisées.

Ces compteurs sont relevés quotidiennement, et l'exploitant calcule périodiquement la proportion d'eaux réutilisées dans l'installation (volume d'eaux réutilisées / (volume d'eaux réutilisées + complément d'eau nécessaire en provenance du milieu naturel)). Ces données sont portées sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 3.3 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 3.3.1 - Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :
- eaux usées industrielles (dont les eaux de lavage des matériaux) ;
- eaux pluviales qui ne sont pas susceptibles d'être polluées ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- eaux usées sanitaires.

Les effluents générés par l'établissement sont rejetés aux points qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	*Nature des effluents*	*Exutoire du rejet (en l'absence de pollution)*	*Milieu naturel récepteur*
Pt n°1	Eaux issues du dispositif de traitement (comprenant un séparateur d'hydrocarbure si besoin) de la plateforme des installations de traitement des matériaux fixe et mobile	Plan d'eau le plus proche de l'installation fixe de traitement des matériaux (cf. annexe 3)	Alluvions de la Saône entre les confluents de l'Ognon et du Doubs (FRDG377)
Pt n°2	Eaux issues des séparateurs d'hydrocarbures des aires étanches prévues à l'article 3.3.2.2	Infiltration dans le sol	
Pt n°3	Eaux usées sanitaires	Micro station	

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux sont interdits.

Article 3.3.2 - Eaux pluviales – Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation qui empêche les eaux de ruissellement de s'écouler en dehors de la carrière et qui empêche les eaux de ruissellement extérieures de s'écouler dans la carrière est mis en place à la périphérie du site.

Article 3.3.2.1 - *Plateforme d'implantation des installations de traitement*

Lorsqu'elles sont rejetées au milieu naturel (Pt n°1 de l'article 3.3.1), les eaux de ruissellement de la plateforme d'implantation des installations de traitement sont préalablement dirigées vers un dispositif de traitement adapté aux polluants en présence (comprenant un décanteur séparateur d'hydrocarbures si besoin).

L'exploitant s'assure de l'absence de rejet direct des eaux ruisselant sur la plateforme de traitement vers le plan d'eau d'extraction. Dans le cas où l'exploitant utilise des merlons pour diriger les eaux de ruissellement, ceux-ci seront d'une hauteur maximale de 30 cm afin de s'assurer de leur transparence hydraulique.

L'utilisation et le recyclage de ces eaux de pluie sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

Article 3.3.2.2 - *Aires étanches*

Le nettoyage, le ravitaillement, l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une ou plusieurs aires étanches reliées à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Pour chacune des aires étanches du site, les eaux de ruissellement ainsi collectées sont dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures équipé d'une détection d'hydrocarbures avec obturateur automatique et alarme sonore et visuelle (Pt n°2 de l'article 3.3.1).

Chaque aire étanche et le séparateur d'hydrocarbures qui lui est associé sont installés au-dessus de la cote de la crue de référence (+ 184,5 m NGF) augmentée dans la mesure du possible d'une surcote de 30 cm.

Le ravitaillement des engins peu mobiles (pelle sur chenilles) peut s'effectuer en dehors d'une aire étanche, il est alors réalisé au-dessus d'un bac étanche permettant la récupération des éventuelles égouttures.

Il n'y a pas de local de stockage des hydrocarbures sur le site. Le ravitaillement en carburant des engins est réalisé régulièrement à l'aide d'un camion-citerne. Les huiles et graisses nécessaires à l'entretien courant des engins ne sont pas entreposées sur site et sont apportées depuis les ateliers des autres sites de l'exploitant ponctuellement au moment des opérations d'entretien.

Article 3.3.2.3 - *Entretien des séparateurs d'hydrocarbures*

Les séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés, vidangés et contrôlés autant que nécessaire et au moins une fois par an, et entretenus. L'exploitant est en mesure de justifier de ces opérations.

Article 3.3.3 - Eaux usées sanitaires

Les eaux usées issues des sanitaires sont traitées par une micro station de traitement régulièrement entretenue (Pt n°3 de l'article 3.3.1), dans le respect des réglementations applicables.

Chapitre 3.4 - Kits d'intervention

Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

Chapitre 3.5 - Circulation de la nappe

Les berges filtrantes en amont et en aval du plan d'eau du secteur de l'extension (cf. plan en annexe 8 et détail en 8.3) sont talutées dans la masse, selon une pente d'équilibre de 1V/1H et ne font l'objet d'aucun remblaiement.

Le rabattement de la nappe est interdit.

Chapitre 3.6 - Surveillance des rejets et de leurs effets sur les milieux aquatiques

Article 3.6.1 - Surveillance des rejets

L'exploitant réalise un contrôle semestriel des eaux rejetées au milieu naturel en sortie du dispositif de traitement de la plateforme des installations de traitement (Pt n°1 de l'article 3.3.1). Les eaux rejetées respectent les valeurs limites d'émission suivantes :
- le pH (code SANDRE 264) est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température (SANDRE 1301) est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totale (code SANDRE 1305) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (code SANDRE 1314) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;
- l'indice hydrocarbures totaux (code SANDRE 7008) a une concentration inférieure à 5 mg/l .

En cas de résultats conformes pendant 2 années consécutives, la périodicité de contrôle peut être réduite à un contrôle annuel.

L'exploitant réalise un contrôle annuel des eaux rejetées au milieu naturel en sortie des séparateurs d'hydrocarbures (Pt n°2 de l'article 3.3.1). Les eaux rejetées respectent les valeurs limites d'émission suivantes :
- le pH (code SANDRE 264) est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température (SANDRE 1301) est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totale (code SANDRE 1305) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (code SANDRE 1314) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;

- l'indice hydrocarbures totaux (code SANDRE 7008) a une concentration inférieure à 5 mg/l .

Les résultats commentés et interprétés sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées au-travers du rapport annuel prévu au chapitre 8.5.

Article 3.6.2 - Surveillance des plans d'eau

L'exploitant réalise un contrôle semestriel (en période de hautes eaux et de basses eaux) de la qualité des plans d'eau du site pour les paramètres suivants : température, pH, matières en suspension (MEST, code SANDRE : 1305), demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO, code SANDRE : 1314), hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009).

Article 3.6.3 - Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose de neuf piézomètres dont la localisation est précisée sur le plan joint en annexe 4.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres	*Point de mesure*	*Fréquence des analyses*
Piézométrie (niveau d'eau)	Tous	Mensuelle
Température pH Conductivité Demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté (Code SANDRE : 1313) Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO, code SANDRE : 1314) Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 7009)	Tous	Semestrielle (hautes et basses eaux)
Paramètres visés au 1° et au 2° de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes	PZ1, PZ5, PZ8, PZ9, (amont et aval de l'extension faisant l'objet de remblaiement avec des déchets inertes extérieurs)	

Les résultats commentés et interprétés sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées au-travers du rapport annuel prévu au chapitre 8.5.

Titre 4 - <u>Prescriptions relatives aux autorisations embarquées et aux mesures « Éviter, Réduire, Compenser »</u>

Chapitre 4.1 - <u>Défrichement</u>

Le bénéficiaire est autorisé à défricher pour une superficie de 2 ha 84 a 04 ca les parcelles suivantes selon le phasage suivant :

Phasage	*Commune*	*Parcelle cadastrale*	*Surface totale cadastrée (en ha)*	*Surface à défricher (en ha)*
Phase 1 : T_0 à T_0+5 ans	-	-	-	-
Phase 2 : T_0+5 ans à T_0+10 ans	ATHEE	ZE 47	0,4272	0,4272
		ZE 48	0,1477	0,1477
		ZE 49	0,1659	0,1659
		ZE 50	0,1808	0,1808
		ZE 51	0,4985	0,4985
		ZE 52	0,4696	0,4696
		ZE 59	0,1765	0,1765
		ZE 60	0,4326	0,4326
		ZE 61	0,3416	0,3416
Total			***2,8404***	***2,8404***

Conformément aux dispositions de l'article L.341-6 du Code forestier, le bénéficiaire doit exécuter des travaux de boisement de terrains nus sur une surface correspondant à 2,5 fois la surface autorisée au vu de la valeur économique, écologique et social du boisement, soit 8,5212 hectares.

Le pétitionnaire a choisi de se libérer de l'obligation pré-citée en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité d'un montant de 22 240 euros.

Chapitre 4.2 - Arrêtés ministériels relatifs aux installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 (IOTA)

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions des arrêtés suivants :

- arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

- arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

- arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

- arrêté ministériel du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités

de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Chapitre 4.3 - Mesures compensatoires à la destruction d'espèces protégées

Article 4.3.1 - Mesures d'évitement

E1 : Conservation d'une zone sensible proximité des installations de traitement (E2.2.A)
La station de Salicaire à feuilles d'Hyssope (Lythrum hyssopifolia, carte en Annexe 10-1) sera préservée. Au sein de ce périmètre seront interdits : le décapage du sol, le dépôt de matériaux, la circulation de véhicules et la reprise des merlons. De plus, en cas de revégétalisation trop importante de la zone, une réouverture du milieu devra être réalisée avec un arrachage, si possible à la main, des éventuels rejets ligneux ou de plantes vivaces en hiver ou au début du printemps.

Article 4.3.2 - Mesures de réduction

R1 : Coupe des arbres et arbustes hors période de nidification et d'hivernage (R3.2.A)
Tous les travaux de coupe des formations arborées ou arbustives seront exécutés entre les mois de septembre et octobre.

R2 : Protocole d'abattage des arbres-gîte potentiels (R2.1.K)
Avant le défrichement, un chiroptérologue réalisera un relevé le plus exhaustif possible des cavités arboricoles. Ces arbres seront expertisés via des recherches endoscopiques afin de s'assurer de l'absence d'individus. Les arbres présentant des conditions favorables à la présence d'espèces protégées seront abattus par tronçon ou par câblage.
Les travaux d'abattages auront lieu uniquement entre le 1er septembre et le 31 octobre.

R3 : Décapage de la culture hors période de nidification (R3.2.A)
La parcelle cultivée de l'extension sera décapée entre le 1er septembre et le 1er mars.

R4 : Destruction des fossés humides (R3.2.A)
Les fossés humides qui constituent un habitat utilisable et temporaire pour le Triton palmé ne seront pas détruits en période de reproduction de l'espèce. Ces travaux pourront être réalisés entre le 1er septembre et le 31 janvier.

R5 : Décapage des terrains et remaniement des merlons (R3.2.A)
Les actions de décapages auront lieu entre avril et octobre sur les terrains déjà défrichés et entre septembre et octobre sur les habitats accueillants des ligneux.

R6 : Exploitation ou remaniement adapté des fronts sableux (R2.1.P)
Concernant les opérations sur les fronts sableux, un calendrier d'actions adaptées à l'écologie de l'hirondelle de rivage devra être respecté (Annexe 10-2).

R7 : Démantèlement des locaux et installations (R3.2.A)

Les locaux et installations de la société seront démantelés entre septembre et février.

R8 : Lutte contre les espèces indésirables ou exotiques envahissantes (R2.1.F)
Le plan de gestion des espèces exotiques envahissantes annexé à la demande d'autorisation environnementale est mis en œuvre par l'exploitant, notamment :
- action 1 : mettre en place des mesures de prévention contre les EEE (formations, contrôle de la provenance, nettoyage, revégétalisation rapide...) ;
- action 2 : surveiller l'apparition de nouvelles EEE (surveillance entre juin et septembre) ;
- action 3 : améliorer les connaissances des EEE aquatiques (inventaires, mesures de gestion le cas échéant) ;
- action 4 : traiter les stations d'EEE peu répandues ;
- action 5 : mettre en place un contrôle des milieux réaménagés vis-à-vis des EEE (surveillance) ;
- action 6 : mettre en place des mesures de gestion des EEE sur les milieux réaménagés si nécessaires.

Un signalement est réalisé en cas de détection d'ambroisie ou d'autres espèces exotiques envahissantes nécessitant un signalement, via les plateformes dédiées (par exemple https://signalement-ambroisie.atlasante.fr).

R9 : Conservation partielle de la végétation en bordure du chemin d'accès (E2.2.A)
La station de Gesse hirsute (Lathyrus hirsutus) présente à l'est du site sera évitée partiellement (carte Annexe 10-3). Au sein de ce périmètre seront interdits : le décapage du sol, le dépôt de matériaux, la circulation de véhicules et la reprise des merlons.

R10 : Mise en défens des habitats conservés (E2.2.A)
L'évitement décrit dans la mesure E1 en faveur de la Salicaire à feuilles d'Hyssope sera matérialisé par un dispositif approprié pour signaler la zone et en empêcher l'accès (par exemple des piquets en bois et de la rubalise).
La zone d'évitement liée à la mesure R9 en faveur de la Gesse hirsute sera matérialisée par un dispositif approprié pour signaler la zone et en empêcher l'accès (par exemple des piquets et de la rubalise complétés de blocs rocheux ou autre élément dur et bien visible empêchant les engins de rouler dans la zone évitée).
Les suivis écologiques qui seront menés sur le site détermineront les éventuelles mesures de gestion supplémentaires qui pourraient être nécessaires (lutte contre les EEE, réouverture...).

Article 4.3.3 - Mesures de compensation

Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité définies au I de l'article L. 163-1 sont géolocalisées et décrites dans un système national d'information géographique, accessible au public sur internet. L'exploitant fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de cet outil.

C1 : Aménagement d'un site de nidification pour l'hirondelle de rivage et le guêpier d'Europe (C1.1.A)

Un front sableux de 60 m favorables à l'Hirondelle de rivage et au Guêpier d'Europe sera aménagé en limite sud de la plateforme de traitement (Annexe 10-4). Ce front vertical sera d'une hauteur minimum de 2,5 m et d'une largeur minimum de 3 m. L'entretien se fera en dehors de la période de nidification, soit entre les mois de septembre et mars pour éliminer la végétation et maintenir la verticalité de la paroi.

C2 : Plantation d'une haie (C1.1A)

Une haie sera plantée en limite est de l'emprise en renouvellement, à proximité de la zone de mise en défens pour la Gratiole officinale (Annexe 10-5). Elle sera mise en place dès la première année faisant suite au présent arrêté. Il s'agira d'une haie champêtre multistrate (20 % d'arbres, 80 % d'arbustes) uniquement composée d'essences locales et indigènes, provenant de filière locale (Type Végétal Local ou équivalent). La haie implantée aura une longueur de 140 m et une largeur de 7 m. La densité de plantation sera de 1 plant/m² planté en quinconce sur 2 rangs. La haie sera mise en défend pour éviter son abroutissement. Au cours des 5 années suivant l'implantation de la haie, un remplacement des arbres morts sera effectué. La taille de cette haie est possible une fois tous les 2 ans maximum et sera réalisée entre le 1er septembre et le 31 octobre.

La haie sera éloignée de 50 m de la station de Gratiole officinale présente lors de la publication de cet arrêté.

C3 : Mise en place d'îlots de vieillissement (C3.1.B)

2 îlots de vieillissement d'une surface de 4,52 ha et de 2,87 ha seront mis en place sur des terrains communaux pour une durée de 40 ans (Annexe 10-6).

Un plan de gestion sera rédigé dans les 18 mois suivants la notification du présent arrêté. Ce plan de gestion précisera les :

- Travaux de plantations (choix des essences, renforcement de la densité de plantation), une piste de réflexion pourra être le développement spontané des strates arbustives et arborées à partir des banques de graines présentes dans le sol ;
- Suivi écologique (avifaune/bois mort...) ;
- Gestion des Robiniers faux-acacia ;
- Travaux de réouverture des zones humides de la Grande Mare.

Ce plan de gestion sera envoyé à la DREAL, dans l'année suivant la notification du présent arrêté. Il fera l'objet d'une révision tous les 10 ans et les plans de gestions révisés seront envoyés à la DREAL.

C4 : Restauration d'un boisement alluvial humide (C2.1.D)

Sur une surface de 1,6 ha, une peupleraie récemment coupée sera reboisée avec des essences locales et conservée pour une durée de 40 ans (Annexe 10-7).

Un plan de gestion sera rédigé dans les 18 mois suivants la notification du présent arrêté. Ce plan de gestion précisera les :

- Travaux de plantations (choix des essences, renforcement de la densité de plantation), une piste de réflexion pourra être le développement spontané des strates arbustives et arborées à partir des banques de graines présentes dans le sol ;
- Suivi écologique (avifaune/bois mort...) ;
- Gestion des robiniers faux-acacia ;
- Travaux de réouverture des zones humides de la Grande Mare.

Ce plan de gestion sera envoyé à la DREAL dans l'année suivant la notification du présent arrêté. Il fera l'objet d'une révision tous les 10 ans et les plans de gestion révisés seront envoyés à la DREAL.

C5 : Réaménagement de boisement alluviaux (C1.1.A)
A la fin de l'exploitation, un boisement alluvial sera installé à fleur d'eau, sur l'Ouest de la plateforme de stockage et de traitement actuel. Ce boisement n'étant pas prévu par le précédent plan de réaménagement, il s'agit donc bien d'un reboisement complémentaire, à hauteur de 0,8 ha. Les essences seront des arbres et arbustes ubiquistes des boisements alluviaux diversifiés.

C6 : Reboisement des terrains (C1.1.A)
Un boisement sera replanté sur les terrains de l'extension, sur une surface d'environ 3,2 ha, étalé contre la limite Ouest du futur plan d'eau. Le choix des essences se portera uniquement sur des espèces locales et adaptées au caractère humide des rives. Des arbustes de complément sont également implantés pour leur capacité à fournir des baies et fruits favorables à l'alimentation du Muscardin. L'exploitant doit mettre en place un suivi du bon développement des plantations. La végétation arborée ou arbustive se développant spontanément en association aux plantations sera maintenue. La mise en place de ce bois permettra la restauration d'une continuité arborée entre le Nord et le Sud de l'extension, qui sera favorable à l'ensemble de la faune liée aux milieux arborés et semi-ouverts.

Article 4.3.4 - Mesures d'accompagnement

A1 : Gestion de la prairie au sud des installations (A3)
Un pâturage différencié sera mis en place sur la zone (Annexe 10-8). Les conditions de pâturage seront définies par un écologue à travers un document de gestion qui sera rédigé dans les 18 mois suivants la notification du présent arrêté. Ce plan de gestion sera envoyé à la DREAL dans l'année suivant la notification du présent arrêté.
Cette mesure sera précédée par un agrandissement de l'ordre de 7120 m² de la zone humide sur l'emprise de l'actuel pâturage. Sur cette emprise, un abaissement topographique de 0,3 à 1 m sera réalisé afin de la transformer en zone humide hydrologiquement et écologiquement fonctionnelle. La zone sera mise en défend pour préserver la flore qui s'y trouve.

A2 : Maintien des pratiques agricoles favorables à la biodiversité
L'usage prairial des parcelles agricoles au sud du périmètre devra être conservé (Annexe 10-9). Le chargement par hectare sera limité à 0.7 UGB maximum. Sur les prairies de fauche, la fauche devra être réalisée après le 15 juillet et de manière centrifuge. Un contrat de mise à disposition et de gestion bail rural environnemental reprenant ces prescriptions et limitant l'utilisation d'intrants sur la parcelle devra être adressé à la DREAL dans l'année suivant la notification du présent arrêté.

A3 : Aménagement de 3 mares
L'exploitant doit créer trois mares pionnières complémentaires pour une surface totale de 100 m² en rive Ouest et Sud du futur plan d'eau de l'emprise d'extension.

Article 4.3.5 - Mesures de suivi

Un document présentant l'ensemble des protocoles pour la flore, l'avifaune, l'herpétofaune et les chiroptères sera envoyé à la DREAL, dans l'année suivant la notification du présent arrêté. Le document détaillera les périodes de suivis par taxons, l'emplacement des points d'écoute, enregistreurs, plaque à reptiles...

La temporalité des suivis doit être adaptée avec des suivis qui commenceront dès la première année suivant le renouvellement de l'autorisation ce qui donne le calendrier suivant : T0+1, T0+2, T0+5, T0+10 et T0+15.

Chapitre 4.4 - Mesures compensatoires à la destruction de zones humides

- Mesures de compensation principales dans l'emprise autorisée (surface de 2,9 ha) :
  - transformation d'un pâturage mésophile en prairie humide au Sud des installations de traitement (parcelle ZC90), sur une surface de 7 120 m² ;
  - extension de zones de hauts-fonds pour la mise en place d'une roselière temporairement inondée (parcelle ZB1106), sur une surface de 11 625 m². La zone est décaissée jusqu'au niveau des moyennes eaux afin de mettre en place une phragmitaie temporairement inondée ;
  - aménagement de zones humides au bord du plan d'eau au Sud de l'emprise autorisée (parcelles ZB29 et ZB31), sur une surface de 10 130 m². L'ensemble de la zone est abaissée jusqu'à 182,3 m NGF, les berges sont terrassées en pentes très douces et des bras morts sont réalisés afin d'augmenter le linéaire d'interface terre/eau et d'encourager le développement de nombreux milieux humides (mares, prairies humides, herbiers aquatiques...).

- Mesures de compensation secondaires dans l'emprise autorisée (surface de 0,9 ha) :
  - mise en place d'une gestion différenciée par pâturage pour restaurer une berge humide dégradée par le piétinement bovin, sur une surface de 1 040 m² ;
  - agrandissement du boisement alluvial prévu dans le cadre du réaménagement au niveau des installations de traitement (cf. mesure C5), sur une surface de 8 000 m² (en plus de la surface prévue par le plan de réaménagement) ;

- Mesures de compensation secondaires dans l'emprise de l'extension (surface de 5,3 ha) :
  - création de trois mares pionnières complémentaires en rive Ouest et Sud du futur plan d'eau de l'emprise de l'extension (cf. mesure A3), sur une surface de 100 m² ;
  - replantation d'un boisement alluvial et aménagement d'un réseau fonctionnel de mares temporaires forestières, accompagné d'un taillis arbustif humide, le long de la limite Ouest du futur plan d'eau (cf. mesure C6) sur une surface de 39 000 m² ;
  - création de bandes de prairie humide le long des rives Ouest, Nord et Est du futur plan d'eau de l'extension, sur une surface de 13 760 m² ;

- Mesures de compensation secondaires hors emprise autorisée dans le même sous-bassin versant (surface de 9 ha) :

- mise en place d'îlots de vieillissement sur deux boisements alluviaux avec gestion des enjeux écologiques (cf. mesure C3), sur une surface de 73 900 m² ;
- transformation d'une peupleraie en boisement alluvial fonctionnel (cf. mesure C4), sur une surface de 16 000 m².

Le bénéficiaire transmet pour validation au service police de l'eau (DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/Service eau hydroélectricité nature/Pôle police d'axe et concessions hydroélectriques), dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté, le plan de gestion (incluant les modalités de suivi et d'évaluation) des mesures compensatoires à la destruction de zones humides (hors mesures C3, C5, C6 et A3 qui font déjà l'objet d'une prescription de suivi à l'article 4.3.5 relatif à la dérogation espèces protégées). Ce document est également transmis à l'inspection des installations classées pour information.

Titre 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

Chapitre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit

Article 5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	*Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)*
Point de mesure A	70 dB(A)	Pas d'activité
Point de mesure B	70 dB(A)	

Les points de mesure (en limite de propriété et en zones à émergence réglementée) sont localisés sur le plan figurant en annexe 5 au présent arrêté.

Article 5.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence en zones à émergence réglementée est effectuée au plus tard six mois après la notification du présent arrêté en période représentative de l'activité du site, puis tous les 3 ans pendant le fonctionnement de l'installation.

Chapitre 5.2 - Circulation

Article 5.2.1 - Accès à la carrière

L'accès au site s'effectue uniquement par la RD 24 ; aucun accès direct sur la RD 976 n'est autorisée. L'accès est aménagé avec des bordures pour canaliser les poids lourds et éviter d'accélérer la dégradation des rives de la RD 24.

L'accès au site est aménagé dans le respect des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. En particulier une signalisation de danger avec la mention « sortie de carrière » est mise en place de part et d'autre de l'accès existant, à la charge de l'exploitant, après validation par le gestionnaire de la route départementale.

Article 5.2.2 - Traversée du chemin des Vernes

La traversée du chemin des Vernes est aménagée dans le respect des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. En particulier une signalisation est mise en place afin d'obliger les véhicules et les engins sortant de chacune des parties de la carrière à s'arrêter avant de franchir le chemin des Vernes et de signaler les différents risques liés aux usages du chemin.

Chapitre 5.3 - Insertion paysagère

Article 5.3.1 - Maintien d'une lisière boisée

La lisière boisée présente dans le délaissé périphérique prévu à l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, dont le tracé est représenté en annexe 11, est conservée.

Article 5.3.2 - Merlon paysager

Le merlon prévu à l'article 8.1.1, d'une hauteur de 2 m, est mis en place, dès le début de l'autorisation afin d'assurer l'intégration paysagère de la carrière.

Titre 6 - Prévention des risques technologiques

Chapitre 6.1 - Dispositions générales

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Chapitre 6.2 - Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Chapitre 6.3 - Risque d'inondation

Conformément aux dispositions du plan de prévention des risques d'inondation de la Saône susvisé, les infrastructures du site (locaux, aires étanches, etc.) et les stockages des éventuels produits et déchets dangereux sont positionnés au-dessus de la cote de la crue de référence (+ 184,5 m NGF) augmentée dans la mesure du possible d'une surcote de 30 cm.

Afin de limiter les risques, notamment pour les personnes, en cas de crue, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

- orienter le merlon prévu à l'article 8.1.1 parallèlement au sens d'écoulement des crues de la Saône et assurer une transparence hydraulique (interruptions du linéaire du merlon) pour limiter le risque de surcote en amont du merlon et faciliter les écoulements pour des périodes inférieures à la crue centennale ;
- délimiter le plan d'eau par une clôture transparente hydrauliquement pour limiter la vulnérabilité des personnes (risque de chute en cas d'inondation) ;
- stocker les matériaux issus de l'extraction parallèlement au sens d'écoulement de la Saône. Le stockage sera limité au maximum à 3 000 tonnes, le temps du ressuyage des matériaux, avant transport vers l'installation de traitement ;
- surveiller la montée des eaux de la Saône par exemple par Vigicrue ;
- en cas d'annonce de périodes de crue, un plan d'action, défini en amont, sera mis en place et connu de l'ensemble des collaborateurs afin de réduire drastiquement les stocks présents à l'extraction. En cas d'impossibilité de les évacuer avant la période de crue, ces stocks seront remis dans la fosse d'extraction, sous le terrain naturel. Ce plan d'action est établi dans les 3 mois suivants la notification du présent arrêté préfectoral;
- mettre en place l'aire étanche sur la zone d'exploitation, pour l'entretien courant et le ravitaillement des engins, au-dessus de la cote de crue centennale ;
- taluter et végétaliser les talus des parties émergées du plan d'eau de 1/2 à 1/4 pour réduire les vitesses à proximité du site ;
- les inertes extérieurs accueillis dans le cadre du réaménagement du site ne seront pas stockés sur le site en exhaussement de sol ; en cas de risque de crue, les déchets inertes extérieurs en attente de remblaiement sont soit placés hors zone inondable, soit remobilisés avant la crue en remblayage final sous la côte du terrain naturel sous réserve du respect des critères d'admission fixés par le présent arrêté.

Titre 7 - Prévention et gestion des déchets

Chapitre 7.1 - Entreposage des déchets dans la carrière

Les déchets générés, hors déchets d'extraction, sont entreposés dans la carrière, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement (au-dessus de la cote de la crue de référence, prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs).

Chapitre 7.2 - Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement

Toute opération d'élimination, et notamment toute mise en dépôt à titre définitif, de déchets dangereux ou de déchets non dangereux non inertes dans la carrière est interdite.

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Chapitre 7.3 - Déchets d'extraction

Les déchets d'extraction générés au cours de la durée d'exploitation fixée par le présent arrêté sont composés de :

- terre végétale 41 500 m^3 ;
- stériles de découverte (sables fins argileux) : 204 500 m^3 ;
- stériles d'exploitation (fines de débourbage et de lavage) : 102 500 m^3.

Ils sont utilisés dans la carrière pour sa remise en état.

Titre 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre 8.1 - Aménagements - Conditions d'exploitation

Article 8.1.1 - Décapage des terrains

Le stockage des terres végétales ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m afin de conserver leurs qualités agronomiques.

Les matériaux issus du décapage sont stockés sélectivement en merlon d'une longueur maximale de 400 m en limite ouest de la zone d'extension, le reste est directement utilisé pour le réaménagement coordonné du site.

Avant le début des travaux, l'exploitant définit via une note technique assortie de plan(s), la géométrie et les conditions d'implantation du merlon justifiant sa transparence hydraulique en application des prescriptions de l'article 6.3 et sa fonctionnalité au regard de la protection contre le bruit en application des prescriptions de l'article 5.1.1.

Après réalisation du décapage et avant le début de l'extraction, l'exploitant réalise une caractérisation physico-chimique des sols des parcelles concernées selon les règles de l'art (par exemple par référence au guide ADEME « pour la détermination des valeurs de fonds dans les sols à l'échelle d'un site »). Les résultats de cette caractérisation sont transmis à l'Inspection des installations classées.

Article 8.1.2 - Volumes extraits

Les matériaux extraits sont des granulats alluvionnaires siliceux. L'extraction est réalisée à la pelle.

Le volume total de matériaux extraits (découverte + déchets d'extraction + gisement) est de 920 000 m³, se détaillant de la manière suivante :

- découverte (terre végétale et sable fin argileux) : 246 000 m³ ;
- Le volume du gisement en place est de 674 000 m³ (soit 1 180 000 t, avec une densité de 1,75 t/ m³) :
  - gisement commercialisable : 571 500 m³ (soit 1 000 000 t)
  - stériles et fines de décantation : 102 500 m³ (soit 180 000 t)

La densité du gisement en place est de 1,75 t/m³.

Article 8.1.3 - Productions

Les productions annuelles moyennes commercialisables autorisées sont les suivantes :

- Phase 1 : 105 000 t/an
- Phase 2 : 95 000 t/an
- Phase 3 : il n'y a plus d'extraction, cette phase est dédiée à la remise en état de la carrière.

Les productions annuelles moyennes ci-dessus sont calculées sur 3 années glissantes puis sur la durée totale de chaque phase.

Article 8.1.4 - Usage des matériaux

Les matériaux extraits sont exclusivement réservés à l'usage de la fabrication de bétons spéciaux ou comme sable correcteur pour les formulations de bétons utilisant des granulats calcaires concassés, sauf cas particulier à justifier.

L'utilisation des matériaux extraits pour des travaux de remblaiement ou de comblement est strictement interdite.

Article 8.1.5 - Zone de chalandise

La majeure partie des tonnages produits (90 % environ) approvisionne une zone de chalandise de 30 km environ à vol d'oiseau ; la zone de chalandise peut ponctuellement couvrir jusqu'à 75 km maximum.

Article 8.1.6 - Registre

L'exploitant met en place un registre de suivi des tonnages précisant la destination géographique des matériaux extraits et leur filière de destination. Il précise notamment le nom du destinataire, la date de commercialisation, le type et la quantité de matériaux extraite, la filière de destination des matériaux commercialisés.

Ce registre renseigné mensuellement est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.7 - Phasages d'extraction

L'exploitation est conduite conformément au plan de phasage d'extraction en annexe 6 du présent arrêté. Elle se déroule en 3 phases quinquennales successives, les 2 premières étant consacrées à l'extraction et à la remise en état, la dernière étant consacrée à la remise en état, conformément aux dispositions contenues dans la demande d'autorisation susvisée et le présent arrêté.

Les travaux de découverte sont menés au fur et à mesure de l'exploitation.

Article 8.1.8 - Cotes d'exploitation

La cote minimale d'exploitation est fixée à 173 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction du gisement est de 8 m à laquelle il convient d'ajouter 2 m de découverte en moyenne. L'extraction est limitée par le toit des argiles.

Article 8.1.9 - Horaires de fonctionnement

Les activités d'extraction, de remblaiement et de traitement des matériaux peuvent fonctionner du lundi au vendredi de 7h00 à 17h00 hors jours fériés.

Chapitre 8.2 - Implantation des stockages de matériaux et des installations de traitement

Les installations de traitement sont implantées conformément au plan en annexe 1. Les stockages de matériaux sont implantés à proximité des installations de traitement, sur les zones où des stockages sont visibles sur le plan en annexe 1.

Chapitre 8.3 - Conditions de remise en état

La remise en état de la carrière est conduite de façon progressive, et coordonnée à l'avancement de l'extraction, afin de minimiser la surface totale en exploitation. Elle est conforme au plan d'état final figurant en annexe 8 et nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

Article 8.3.1 - Zone en renouvellement

La zone comprend 2 plans d'eau à vocation écologique (renaturation) d'environ 13 ha en partie sud et 22 ha en partie nord, aménagés selon les dispositions suivantes :

- Dispositions générales

- La terre végétale est régalée sur une épaisseur de l'ordre de 20 cm sur les secteurs non destinés aux activités agricoles, notamment les berges du plan d'eau ;
- Dans le cadre du réaménagement, les berges respectent une pente inférieure à 1V/2H (soit ~ 27°), à l'exception des berges drainantes (cf. chapitre 3.5) et des hauts fonds qui sont talutés respectivement à 1V/1H (~ 45°) et 1H/4V (~ 14°) ;
- Les aménagements dans la zone en renouvellement sont finalisés au cours de la première phase d'exploitation ;
- En toute fin de réaménagement, réalisation de baissières pour diriger le remplissage des deux bassins en début de crue de la Saône et limiter le phénomène d'érosion, ainsi que des sentiers de promenade et de découverte de la faune et de la flore ;

- Plans d'eau :
  - aménagement de contours diversifiés des berges du plan d'eau, talutage des berges hétérogène ;
  - création de zones de haut fond par remblai partiel avec les matériaux de découverte, les berges ont une pente de 1V/4H ;
  - création d'îlots graveleux, en vasière ou boisés ;
  - création de roselières et vasières au profil ondulé, avec une pente adoucie ;
  - talutage des berges en pentes douces ;
  - création de berges filtrantes, profilées à 45° dans la masse des alluvions, perméables aux eaux de la nappe et placées perpendiculairement à l'axe de circulation des eaux souterraines, le long de la berge nord et nord-est, ainsi que le long de la berge sud-ouest. Ces berges filtrantes sont terrassées uniquement avec les matériaux graveleux en place. Il n'y a pas d'utilisation de stériles ou autres matériaux fins pour éviter le colmatage des berges qui créerait un obstacle à l'écoulement de la nappe phréatique ;
  - création d'une roselière de 1,25 ha entre les deux bassins permettant de créer un milieu écologiquement riche et d'intérêt avec des milieux aquatiques ou subaquatiques riches en espèces patrimoniales, avec reprise de la cote altimétrique, pour redescendre la cote à fleur d'eau et créer une roselière ;
  - végétalisation avec des essences locales adaptées (hydrophytes,...) et diversifiées ;
  - aménagement de 1 150 m linéaires de haie d'espèces végétales locales diversifiées ;
  - aménagement d'une zone pionnière avec des tas de sable au droit de la plateforme supportant les installations de traitement ;

- Spécificités de la berge Sud (linéaire d'environ 360 m) :
  - une zone de prairie humide de 4 ha environ est aménagée au niveau du plan d'eau de 13 ha, sur une largeur minimale de 100 m entre la route départementale 20 et le plan d'eau. Les berges sont enherbées et talutées en pente très douces (< 1V/10H) afin d'augmenter au maximum la surface concernée par le battement de la nappe et de créer des linéaires de zones humides larges et fonctionnelles ;
  - ces aménagements constituent une protection de la RD20 contre les érosions. Le remblaiement a lieu après l'extraction, à la cote 182,3 m, cote moyenne du terrain naturel actuel ;
  - création d'une mare dans la partie sud, en lien avec la mise en place des prairies humides ;

- Spécificités de la berge Est :
  - La berge Est (linéaire d'environ 400 m) est reprofilée par un terrassement sur quelques dizaines de centimètres pour atteindre la côte 182,5 m et est enherbée, afin de limiter le phénomène d'érosion de surface ; la mise en place d'une baissière permet le remplissage du bassin lors de la montée des eaux de la Saône et limite le phénomène d'érosion ;
  - Zone au sud de l'installation de traitement :
    - une zone de prairie humide est aménagée en abaissant de 10 à 30 cm la cote du terrain pour améliorer la fonctionnalité de la zone pour maintenir la population de Gratiole officinale ;
    - mise en défens des berges où se trouve une population de Gratiole officinale au sud des installations de traitement ;
    - aménagement d'une mare abreuvoir ;
  - Création d'un boisement alluvial de 5 000 m², notamment en périphérie de l'aulnaie-frênaie ;

- Spécificités des berges Ouest
  - Les berges sont talutées dans leur partie émergée avec une pente douce de 1V/3H à 1V/5H et sont végétalisées (enherbement, plantation de saules et d'aulnes en buissons).

Le remblayage de cette partie de la carrière par apport de déchets inertes extérieurs est interdit.

L'exploitant met en place un suivi du bon développement des plantations et réalise des actions correctives en cas de besoin.

Article 8.3.2 - <u>Zone en extension</u>

- Dispositions générales
  - La terre végétale est régalée sur une épaisseur de 50 cm sur les zones destinées aux activités agricoles, et sur une épaisseur de l'ordre de 20 cm sur les autres secteurs, notamment les berges du plan d'eau.
  - L'hypothèse de perméabilité moyenne des matériaux de 5.10-6 m/s est vérifiée par des essais représentatifs des surfaces et des profondeurs remblayées ; si la perméabilité moyenne constatée est inférieure à 5.10-6 m/s, l'exploitant met en œuvre des actions correctives afin d'assurer la préservation de l'écoulement des eaux souterraines et de la qualité des sols ; si la perméabilité moyenne constatée reste inférieure à 5.10-6 m/s, l'exploitant fait mettre à jour l'étude hydrogéologique ;
  - Dans le cadre du réaménagement, les berges respectent une pente inférieure à 1V/2H (soit ~ 27°), à l'exception des berges drainantes (cf. chapitre 3.5) et des hauts fonds qui sont talutés respectivement à 1V/1H (~ 45°) et 1H/4V (~ 14°) ;

- la remise en état pour un usage agricole d'une surface de 6,5 ha à l'ouest de l'extension (cf. plan en annexe 8) est réalisée de manière à garantir un potentiel agronomique des

sols reconstitués au moins similaire à celui d'origine. Pour cela, l'exploitant met notamment en œuvre les dispositions suivantes :

- pour éviter toute mouillère et faciliter l'évacuation par ruissellement des eaux, le soubassement de la terre végétale est aplani et présente une pente supérieure à 1 %;
- les remblais sous-jacents sont décompactés afin de désagréger la couche compactée formée lors du régalage et susceptible de faire obstacle à l'infiltration ;
- la terre végétale est régalée sur une épaisseur de 50 cm par couches régulières à l'aide d'engins mécaniques (tombereaux, chargeur à chenille / bouteur), en évitant le compactage de la terre nouvellement mise en place et son engorgement ;
- une période de « convalescence » de 3 ans est respectée pour permettre le tassement naturel et la structuration du sol avant les premiers travaux agricoles (entretien en prairies à fauchage tardif ou culture de légumineuse, apportant de l'azote au sol) ;
- les terrains sont restitués à une cote proche du terrain naturel, à savoir 184 m NGF ;

- une zone à vocation écologique (usage de renaturation) est créée à l'Est de l'extension en conservant un plan d'eau résiduel d'une surface de 2 ha avec des berges sinueuses, des zones de haut-fond, des mares, des berges enherbées, un boisement alluvial, des taillis arbustifs, etc.
  - les berges filtrantes placées perpendiculairement à l'axe de circulation des eaux souterraines (à l'est du plan d'eau résiduel et dans l'angle sud-ouest du plan d'eau résiduel, cf. plan en annexe 8), sont terrassées avec une pente de 1V/1H uniquement avec les matériaux graveleux en place, aucun apport de matériaux n'est autorisé pour leur aménagement ;
  - une zone de hauts fonds est aménagée sur la berge nord-ouest du plan d'eau résiduel, elle est profilée avec une pente de 1V/4H ;
  - les autres berges situées au-dessus de la cote des moyennes eaux sont profilées avec une pente de 1V/2H avec des stériles d'exploitation de la carrière ;

- un boisement alluvial, d'une surface de 3,5 ha, est aménagé entre la zone restituée à l'agriculture et le plan d'eau résiduel (cf. plan en annexe 8), sur une zone remblayée avec des déchets inertes extérieurs ;
  - les plans choisis sont d'origine locale, de type label végétal local ou équivalent ;
  - la plantation est faite de manière aléatoire et non régulière, afin de ne pas créer d'alignement artificiel;
  - environ 1 500 plants sont plantés à l'hectare, avec la répartition de 500 arbres pour 1 000 arbustes ;
  - la période de plantation est choisie de manière à assurer des chances optimales de survie pour les nouveaux plants ;
  - des dispositifs anti-prédation sont mis en place autant que de besoin ;
  - l'année suivant la plantation, les plans morts sont renouvelés et les dispositifs de protection détruits sont remplacés ;

- 3 mares d'une surface unitaire minimale de 100 m² sont aménagées sur les rives ouest et sud du plan d'eau résiduel (cf. plan en annexe 8), afin de permettre la reproduction des amphibiens :

- elles sont aménagées de manière à être en connexion avec la nappe et ainsi permettre qu'elles soient permanentes ;
- leurs abords sont régalés de terre végétale pour favoriser la végétalisation par une flore hygrophile ;
- leur profondeur maximale est de 1 m ;
- au moins une berge présente une pente de 1V/3H ;

- une friche arbustive, d'une surface de 7 000 m², est mis en place au sud du plan d'eau résiduel (cf. plan en annexe 8) sur la base des mêmes principes que le boisement alluvial ci-dessus, en ne mettant en place que des espèces arbustives (1 500 plans / hectares)

- deux fossés de drainage sont reconstitués pour assurer la gestion des eaux pluviales entre la zone à usage agricole et le boisement alluvial, et perpendiculairement depuis ce fossé jusque vers l'angle nord-est de la parcelle cadastrale ZE52 (cf. plan en annexe 8).

L'exploitant met en place un suivi du bon développement des plantations et prend des actions correctives en cas de besoin.

Chapitre 8.4 - Remblayage avec des déchets inertes extérieurs

Article 8.4.1 - Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans le cadre des activités de remblayage de la carrière telle que prévue par le présent arrêté sont exclusivement :

Code	Description	Restrictions*
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés* Sous conditions en cas de provenance de sites potentiellement** contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe Sous conditions en cas de provenance de sites potentiellement** contaminés

*: tout déchet en provenance d'un site contaminé est interdit, y compris la fraction de déchets qui respecterait d'éventuels seuils de gestion ou d'acceptation en installation de stockage de déchets inertes. Sont notamment à considérer comme « pollués » :
- les sites visés par un secteur d'information sur les sols (SIS)
- les sites visés par une servitude d'utilité publique, une restriction d'usage entre parties ou une restriction d'usage conventionnelle au profit de l'État, en lien avec une pollution
- les sites disposant d'une fiche Géorisques ex-BASOL en lien avec une pollution
- les sites dont le dernier acte de vente notarié mentionne l'existence d'une pollution
- les sites dont le propriétaire ou l'exploitant ont connaissance d'une pollution

** : tout déchet en provenance d'un site « potentiellement contaminé » ne peut être admis que sous réserve du respect des conditions fixées à l'article 8.4.2 du présent arrêté. Sont notamment à considérer comme « potentiellement contaminés » :
- les sites accueillant une activité ICPE ou une activité de service utilisant/manipulant des produits dangereux (garages, blanchisserie, dépôt de carburant, ...)
- les sites ayant fait l'objet de dépôts légaux ou illégaux de déchets
- les sites ayant été concernés par un incendie ou un accident de transport
- les sites référencés dans CASIAS (carte des anciens sites industriels et activités de services définie par l'article L.125-6-IV du code de l'environnement).
- les sites dont le propriétaire ou l'exploitant a connaissance d'un remblaiement dans le passé par des déchets (mâchefers, cendres, déchets du BTP, ...)
- les emprises de voiries et leurs abords dont le gestionnaire a connaissance de l'utilisation dans le passé de déchets en sous-couche routière (mâchefers, cendres, déchets du BTP, ...)

Les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, ainsi que les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières ne sont pas autorisés, en dehors des déchets inertes d'extraction et de traitement des matériaux issus de la carrière autorisée par le présent arrêté.

L'exploitant privilégie les apports de déchets inertes sur le site en contre-voyage. Il met en place un indicateur du suivi des contre-voyages avec des objectifs d'amélioration internes quantifiés. Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets inertes extérieurs proviennent (lieu de production) d'une zone de chalandise de 50 km environ ; cette zone de chalandise peut ponctuellement couvrir jusqu'à 75 km en contre-voyage.

Article 8.4.2 - Conditions d'admission des déchets inertes

L'exploitant met en œuvre la procédure d'acceptation préalable et la traçabilité correspondante définies aux articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Cette procédure d'acceptation préalable intègre pour tous les déchets, a minima les points suivants :
- les déchets ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- le code déchets (17 05 04 ou 20 02 02) ;
- la provenance des déchets et la caractérisation de la contamination ou potentielle contamination du site d'excavation, par la vérification des critères mentionnés à l'article 8.4.1 du présent arrêté, par consultation des données publiques correspondantes publiés sur Internet et par un engagement écrit des propriétaires/exploitants pour les critères ne faisant pas l'objet de données publiques ;

- pour les déchets provenant de sites « potentiellement contaminés », les résultats des analyses réalisées en application des alinéas ci-dessous ;
- l'information écrite des producteurs de déchets sur la destination finale de ceux-ci, à savoir la remise en état d'une carrière alluvionnaire en eau, impliquant l'immersion desdits déchets dans la nappe alluviale.

Les déchets provenant de sites « potentiellement contaminés » peuvent être admis sur le site sous réserve :
- du respect de critères et de valeurs limites à fixer par écrit par l'exploitant pour l'ensemble des polluants susceptibles d'être présents de sorte à préserver la qualité des sols du site de la carrière, la qualité des eaux souterraines et la compatibilité avec les usages futurs des terrains remis en état
- dans tous les cas, ces valeurs limites ne peuvent pas excéder les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné, avec les restrictions complémentaires suivantes :

Paramètre	***Valeur limite à respecter (analyse sur brut)***
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1 mg/kg MS
Dioxines/furannes	2 ng/kg MS (exprimé en TEQ OMS 1998 (nd=LQ) et hors contribution PCB-dl)
Somme des 16 HAP	10 mg/kg MS
Hydrocarbures C5-C10	40 mg/kg MS
Hydrocarbures C10-C40	50 mg/kg MS
Benzène	0,05 mg/kg MS
Somme des TEX (Toluène, Ethylbenzène, Xylènes)	1,5 mg/kg MS
Tétrachloroéthylène	0,2 mg/kg MS
Trichloroéthylène	0,1 mg/kg MS
Cis-Dichloroéthylène	0,1 mg/kg MS
Chlorure de vinyle	0,1 mg/kg MS
Naphtalène	0,1 mg/kg MS

Pour les déchets provenant d'un site « potentiellement contaminé », la procédure d'acceptation préalable intègre une vérification des critères et valeurs limites susmentionnés sur un nombre d'échantillons défini pour être représentatif de la qualité des sols du site concerné.

Les techniques d'analyses choisies pour la recherche de polluant doivent être conformes aux normes analytiques en vigueur dans le domaine des sites et sols pollués, de sorte que les limites de détection et de quantification associées permettent de positionner sans ambiguïté les résultats par rapport aux valeurs seuils des paramètres suivis.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission fixés par le présent arrêté.

Article 8.4.3 - Remblayage de la carrière

Le remblayage ne peut avoir lieu que sur les parties des parcelles n°44, 46 et 110 de la section ZE de la commune d'Athée situées dans le périmètre de la présente autorisation, et selon le plan de phasage figurant en annexe 9 du présent arrêté.

Sans préjudice de la hiérarchie des modes de traitement des déchets prévue à l'article L. 541-1 du code de l'environnement, les volumes moyens de déchets inertes externes pouvant ainsi être acceptés sur le site à des fins de remblayage sont les suivants :

Phase	*Capacité moyenne annuelle sur la phase concernée*	*Capacité totale sur la phase concernée*
Phase 1	15 000 m^3/an (soit 24 000 t/an)	75 000 m^3 (soit environ 120 000 t)
Phase 2	15 000 m^3/an (soit 24 000 t/an)	75 000 m^3 (soit environ 120 000 t)
Phase 3	15 000 m^3/an (soit 24 000 t/an)	75 000 m^3 (soit environ 120 000 t)

Le volume annuel maximum de déchets inertes extérieurs admis sur le site est de 20 000 m^3/an (soit 32 000 t/an).

Le volume total maximum de déchets inertes extérieurs pouvant être accepté sur le site à des fins de remblayage est de 225 000 m^3, soit 360 000 t.

Le remblayage de la carrière est réalisé de manière coordonnée à l'extraction et se poursuit durant la phase 3.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à préserver les caractéristiques de perméabilité permettant le maintien du comportement hydrodynamique d'écoulement des eaux et la qualité des eaux de la nappe. A cette fin, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, notamment la mise en place de zones de passages filtrants (annexe 8). Sans préjudice des dispositions de l'article 8.4.2, l'exploitant s'assure également que les concentrations moyennes annuelles des déchets inertes extérieurs ne dépassent pas les valeurs seuils suivantes : Arsenic 0,1 µg/ L, Plomb 0,02 µg/ L.

Le remblayage ne doit pas nuire à la reprise agronomique des terres.

Article 8.4.4 - Analyse des chargements

En complément des analyses réalisées au titre de l'acceptation préalable en application de l'article 8.4.2, l'exploitant procède à des contrôles ponctuels portant sur la qualité des déchets entrants selon leur provenance :
- Pour les chantiers homogènes présentant un lieu d'extraction unique de plusieurs milliers de m3 dont la chimie aura été préalablement caractérisée avant la mise en dépôt, des contrôles de la chimie des matériaux auront lieu de manière contradictoire lors de la mise en dépôt à la fréquence d'une analyse tous les 2 000 tonnes ;

- Pour les chantiers d'envergure plus modestes, une analyse aura lieu sur des lots de regroupement de 500 tonnes.

L'exploitant fait analyser chacun des échantillons prélevés pour s'assurer que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis à l'article 8.4.2 du présent arrêté. Les lots de déchets inertes correspondants ne peuvent être immergés qu'après réception des résultats et sous réserve que ceux-ci soient conformes.

L'ensemble de ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, y compris lorsque ceux-ci ont été réalisés par le producteur des déchets.

L'Inspection des Installations Classées peut, à tout moment, faire réaliser des prélèvements de déchets inertes extérieurs. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. Ces contrôles inopinés exécutés à la demande de l'Inspection des Installations Classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux contrôles ponctuels prescrits au 1er alinéa.

Article 8.4.5 - Registre

L'exploitant tient à jour un registre des apports de déchets inertes sur lequel sont répertoriés les éléments listés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé fixant le contenu des registres ainsi que l'emplacement précis de la zone dans laquelle les déchets sont déposés ou le motif de refus d'admission.

Article 8.4.5.1 - Règles d'exploitation

La livraison de déchets se fait uniquement en période diurne.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle organoleptique des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Toute livraison de déchet qui présenterait au déchargement des signes organoleptiques de potentielle pollution devra être entreposée à part et faire l'objet d'une caractérisation spécifique telle que définie pour les sites « potentiellement contaminés », ou renvoyée à l'expéditeur. Le chantier concerné devra également faire l'objet d'une caractérisation spécifique telle que définie pour les sites « potentiellement contaminés ». Dans l'attente de cette caractérisation, les livraisons du chantier devront être arrêtées ou faire l'objet d'un entreposage à part. Ces démarches font l'objet d'un enregistrement.

Le déchargement des déchets directement dans la zone à remblayer est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée (hors eau) pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent, de sorte que les déchets puissent être repris par les engins et renvoyés à l'expéditeur ou triés en cas d'anomalie. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation et du remblaiement de la carrière. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Un emplacement spécifique est prévu pour l'entreposage temporaire de toute livraison de déchet qui présenterait au déchargement des signes visuels ou olfactifs de potentielle pollution, dans l'attente de sa caractérisation en tant que site « potentiellement contaminé ». Cet emplacement spécifique fait l'objet d'affichages particuliers et de dispositifs de délimitations permettant de le situer.
En cas de livraison complémentaire en provenance du site suspect, les déchets inertes seront également entreposés temporairement sur un emplacement spécifique, dans l'attente de la caractérisation en tant que site « potentiellement contaminé ».
Les déchets inertes entreposés sont déstockés vers les filières appropriées une fois les résultats de caractérisation obtenus.

Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique sur l'installation, pour les déchets indésirables détectés de façon isolée dans les déchets inertes, qui sont écartés dès leur identification. La présence de déchets indésirables en mélange aux déchets inertes ainsi que la présence de débris de matériaux anthropiques (par exemple : plastique, caoutchouc, plâtre, béton, enrobé, verre, fibrociment, ferraille) doivent être considérées comme des critères de refus de l'ensemble du chargement.

En complément des panneaux prévus à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :

- les jours et heures d'ouverture pour l'accueil des déchets inertes ;
- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

Article 8.4.5.2 - <u>Plan de localisation des remblais</u>

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre des apports. La superficie maximale de chaque zone de remblai identifiée est fixée à 500 m².

Le plan topographique de localisation des remblais est mis à jour annuellement, en même temps que le plan d'évolution prévu à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé prévu pour la durée totale d'autorisation.

Chapitre 8.5 - <u>Rapport annuel</u>

En complément de la déclaration annuelle réalisée en application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, l'exploitant transmet un rapport annuel au préfet, comprenant des commentaires et des interprétations, sur :

- la production annuelle de matériaux et son évolution dans une perspective historique et départementale, notamment au regard du Schéma Régional des Carrières ;
- les résultats de la surveillance des rejets, des plans d'eau et des eaux souterraines prévue au chapitre 3.6 ;
- les types et quantités de matériaux inertes admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier ;
- le plan topographique de localisation des remblais mis à jour annuellement.

Le rapport relatif à l'année N est transmis tous les ans avant le 15 avril de l'année N+1.

Chapitre 8.6 - Commission locale de concertation et de suivi

Une commission locale de concertation et de suivi est mise en place par l'exploitant. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement local. L'inspecteur des installations classées est informé de la tenue de chaque réunion.

La commission se réunit au minimum tous les ans sur convocation de l'exploitant.

L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et des dispositions réglementaires du présent arrêté, et notamment :

- la production annuelle de matériaux et son évolution ;
- les contrôles qualité des déchets inertes arrivant sur le site,
- les analyses et mesures réalisées dans le cadre du présent arrêté,
- le suivi paysager, écologique et maintien de la biodiversité,
- les dispositions prises en réponse aux éventuels signalements reçus du voisinage en lien avec les activités du site.

Titre 9 - Dispositions finales

Chapitre 9.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :
1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation est interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Chapitre 9.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :
1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Chapitre 9.3 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société EQIOM GRANULATS (SIREN 333 892 610), dont le siège social est situé Colisée Gardens, 10 Avenue de l'Arche, ZAC Danton, 92400 Courbevoie.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :
1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de Athée et Villers-les-Pots et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Athée et Villers-les-Pots pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Athée, Villers-les-Pots, Auxonne, Champdôtre, Flammerans, Magny-Montarlot, Pont, Poncey-lès-Athée, Tillenay et le Conseil Départemental de la Côte-d'Or ;
4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

Chapitre 9.4 - <u>Exécution</u>

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, la Directrice départementale des territoires de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les Maires d'Athée et de Villers-les-Pots sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire général
Denis BRUEL

PLAN D'ENSEMBLE

EQIOM
A CRH COMPANY

Commune d'ATHÉE

Commune d'AUXONNE

Commune de VILLERS-LES-POTS

Ligne LGV

Route départementale n° 996

Route départementale n° 20c

Route départementale n° 24

La Saône (rivière)

Zone sollicitée en extension

Zone à défricher

Zone à défricher

Zone à défricher

Piste pour l'approche du tout-venant

Ancien bassin de décantation 2

Ancien bassin de décantation 1

Plan d'eau

Plan d'eau

Ilôt

Transformateur

Aire étanche + atelier

Bureaux

Pont bascule

Chenal de décantation

Bassin de prise incendie

Stockage hydrocarbures

Installation de traitement fixe

Pompe + compteur recyclés

Prise eau incendie

Pompe d'appoint

Dijon Béton

Entrée du site

Aire d'implantation installation de traitement mobile

Zone en cours de réaménagement

Terrain de foot

Terrain de foot

Parking

184

185

184

184

185

183

183

183

182

Limite des terrains autorisés par arrêté préfectoral de 30 juillet 2010 modifié, objet de la demande d'autorisation d'exploitation de carrière (renouvellement)

Périmètre des terrains objet de la demande d'autorisation d'extension de carrière

Limite exploitable

Rayon de 35 m

Aire de stockage et entreposage

Zone à défricher

Terrains ayant fait l'objet d'une cessation d'activités de carrière

Réseaux

ENEDIS

Réseau électrique HTA aérien

Réseau électrique BT torsadé aérien

Réseau électrique HTA souterrain

Réseau électrique BT souterrain

GRDF

Canalisation de gaz

ORANGE

Conduite allégée

Artère aérienne

SUEZ

Distribution eau potable

Eaux usées

Réseau hors service

Occupation des sols

Boisement

Plantations orborescentes

Prairie

Culture

Friche

Sol nu (carrière en activité)

Surface en eau

Fossé

Route

Chemin

Limite communale

• 184 Point coté

Echelle : 1/2 000

0 m 20 40 60 80 m

Source : geoportail.gouv.fr - Prise de vue 08/09/2020 et Ortho express 2023

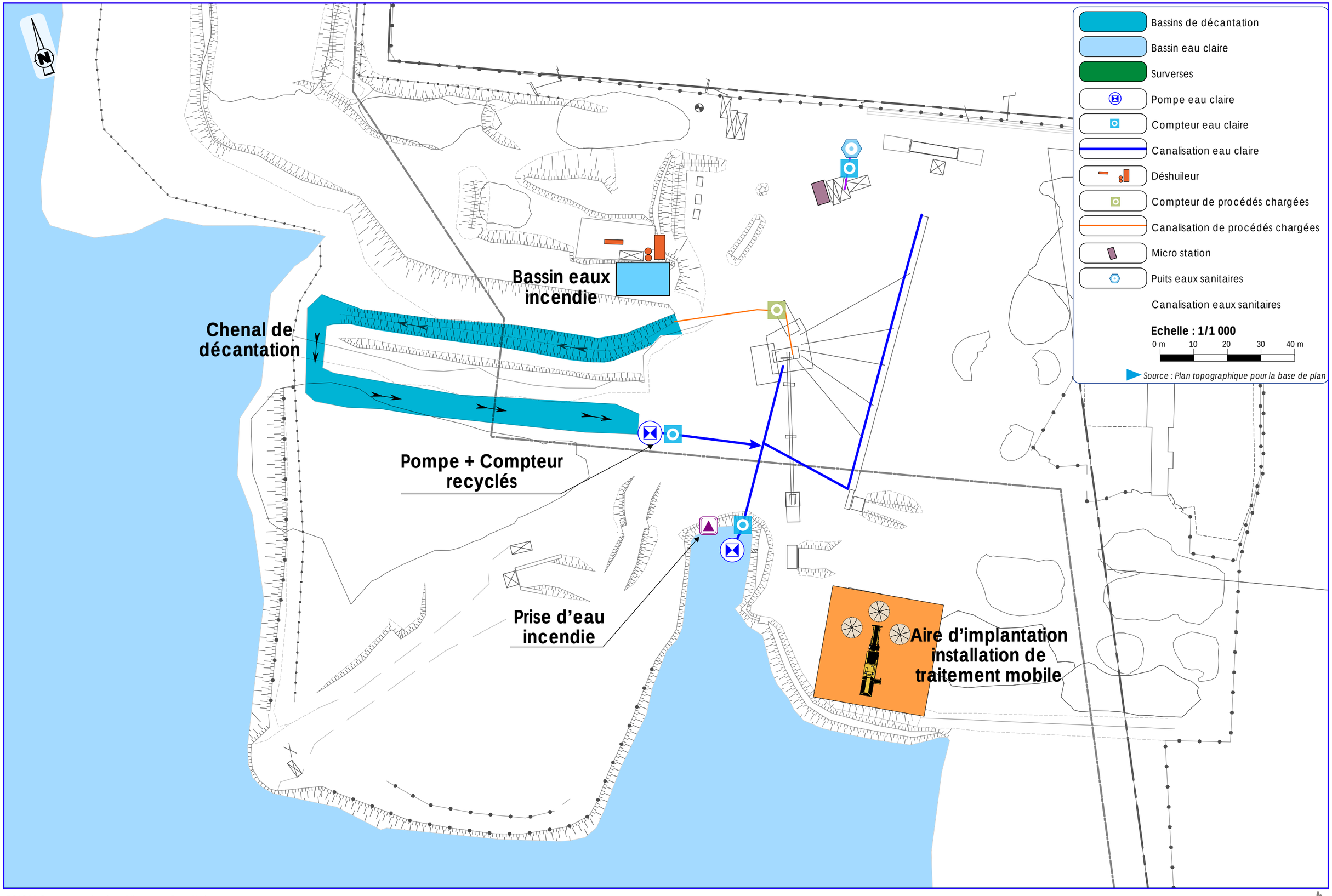
Annexe 2 – Caractéristiques du réseau de surveillance des retombées de poussières

Station n°	Libellé
1	Station – Piste Nord approche tout-venant
2	Station – Nord installations de traitement fixes et mobiles et zone de stockage
3	Station – Sud installations de traitement fixes et mobiles et zone de stockage
4	Station – Témoin – Bruit de fond

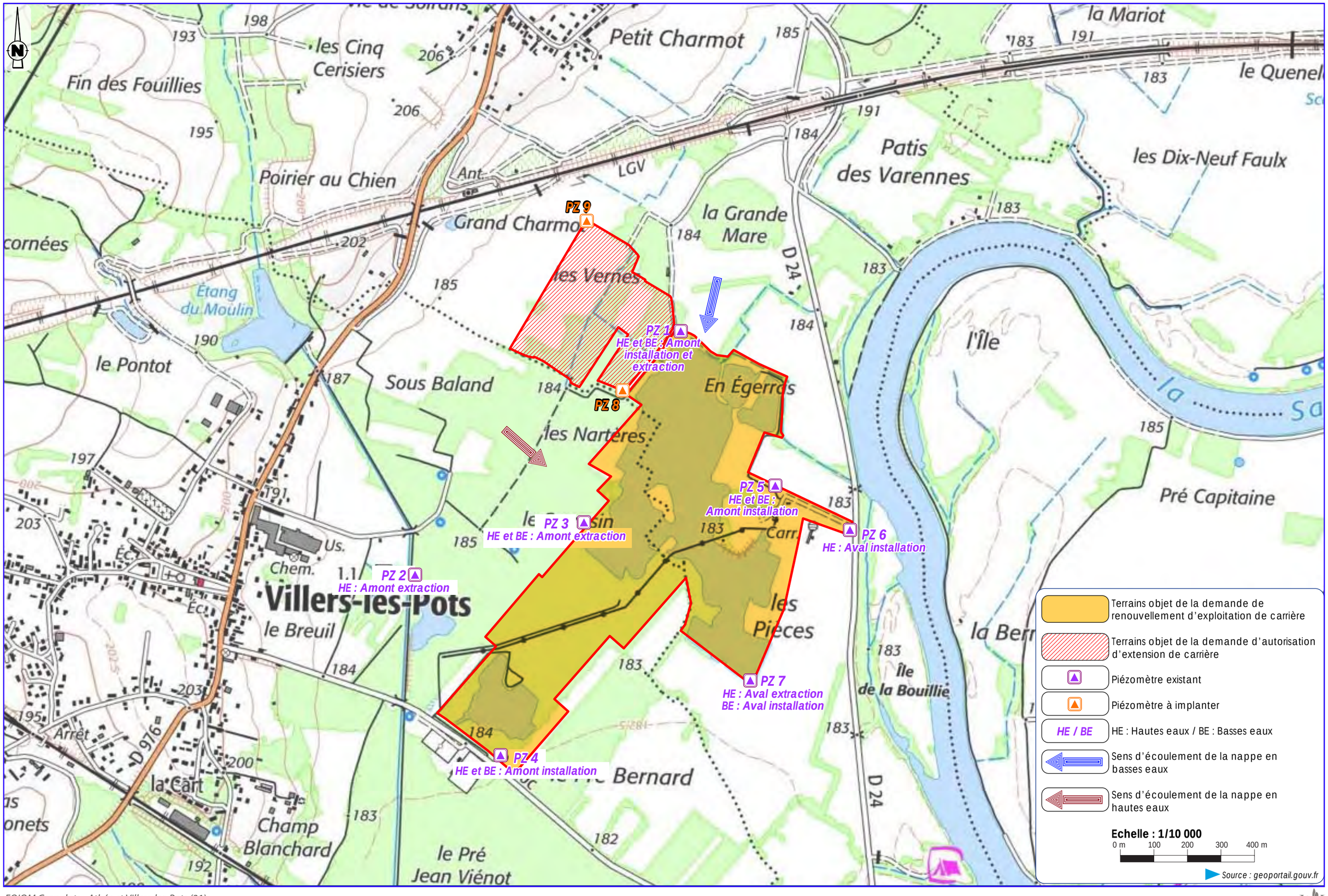


EQIOM
A CRH COMPANY

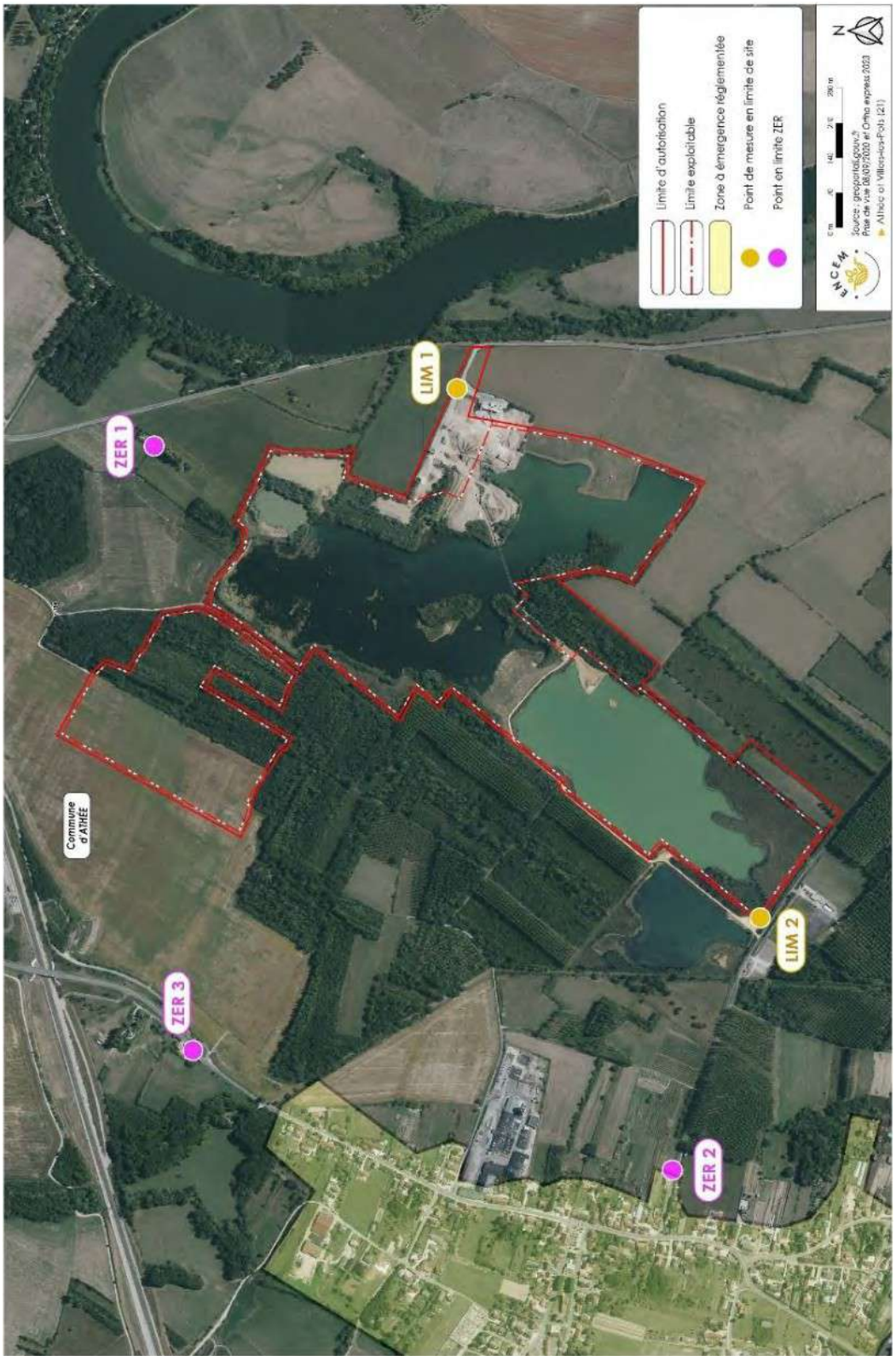
CIRCUIT DES EAUX



LOCALISATION DES **PIÉZOMÈTRES**

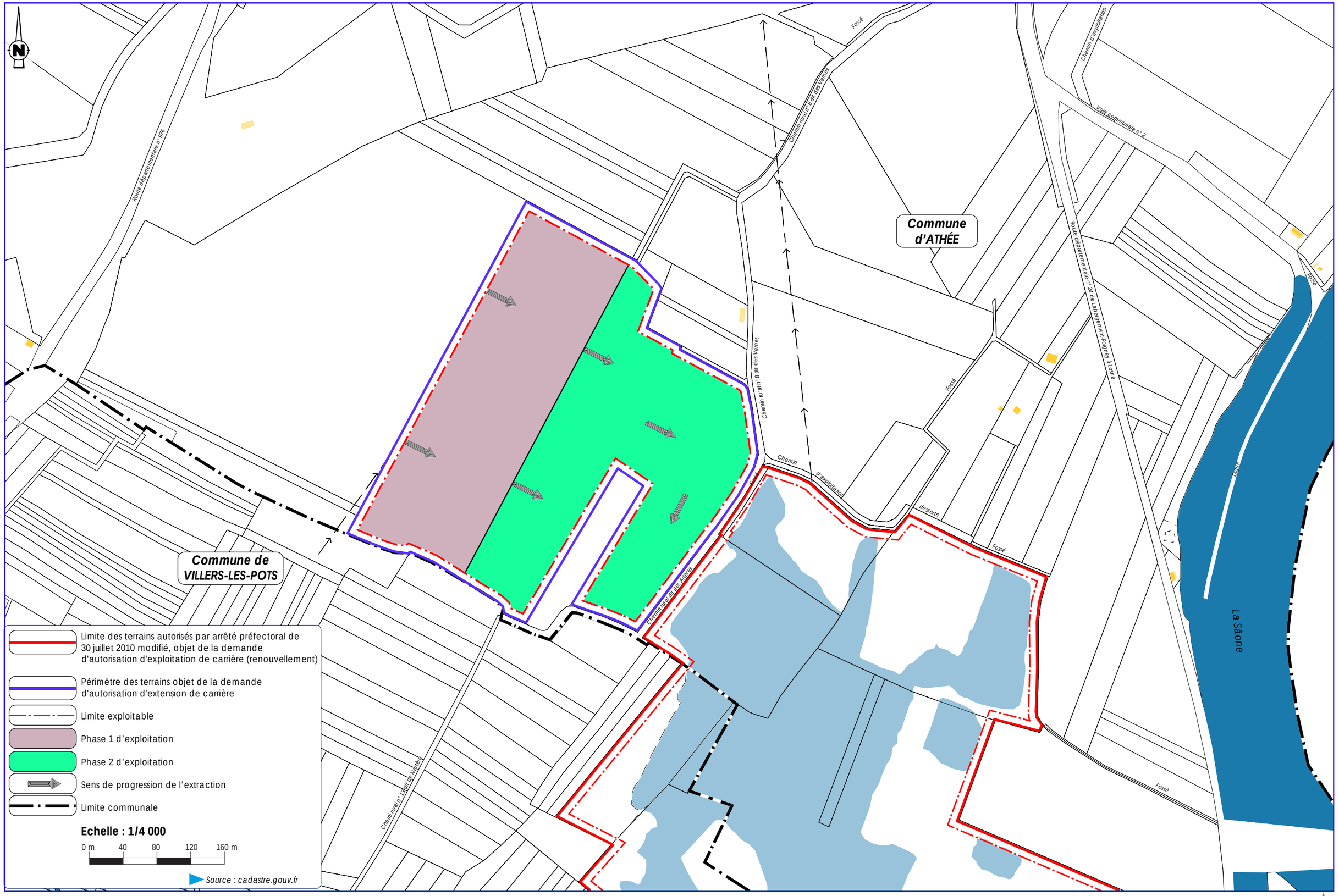


Annexe 5 – Points de mesure bruit

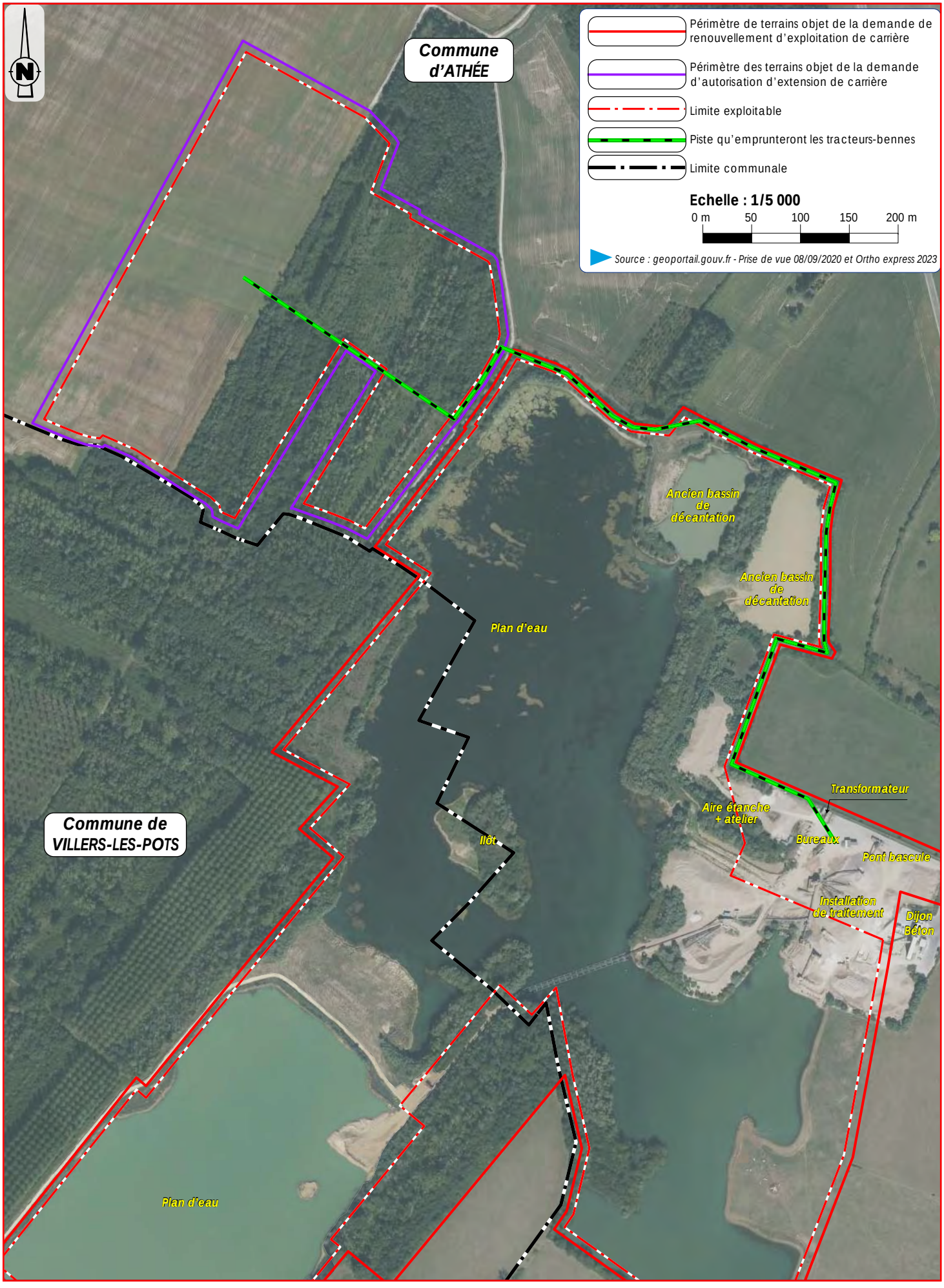


EQIOM
A CRH COMPANY

PLAN DE **PHASAGE DE L'EXPLOITATION**

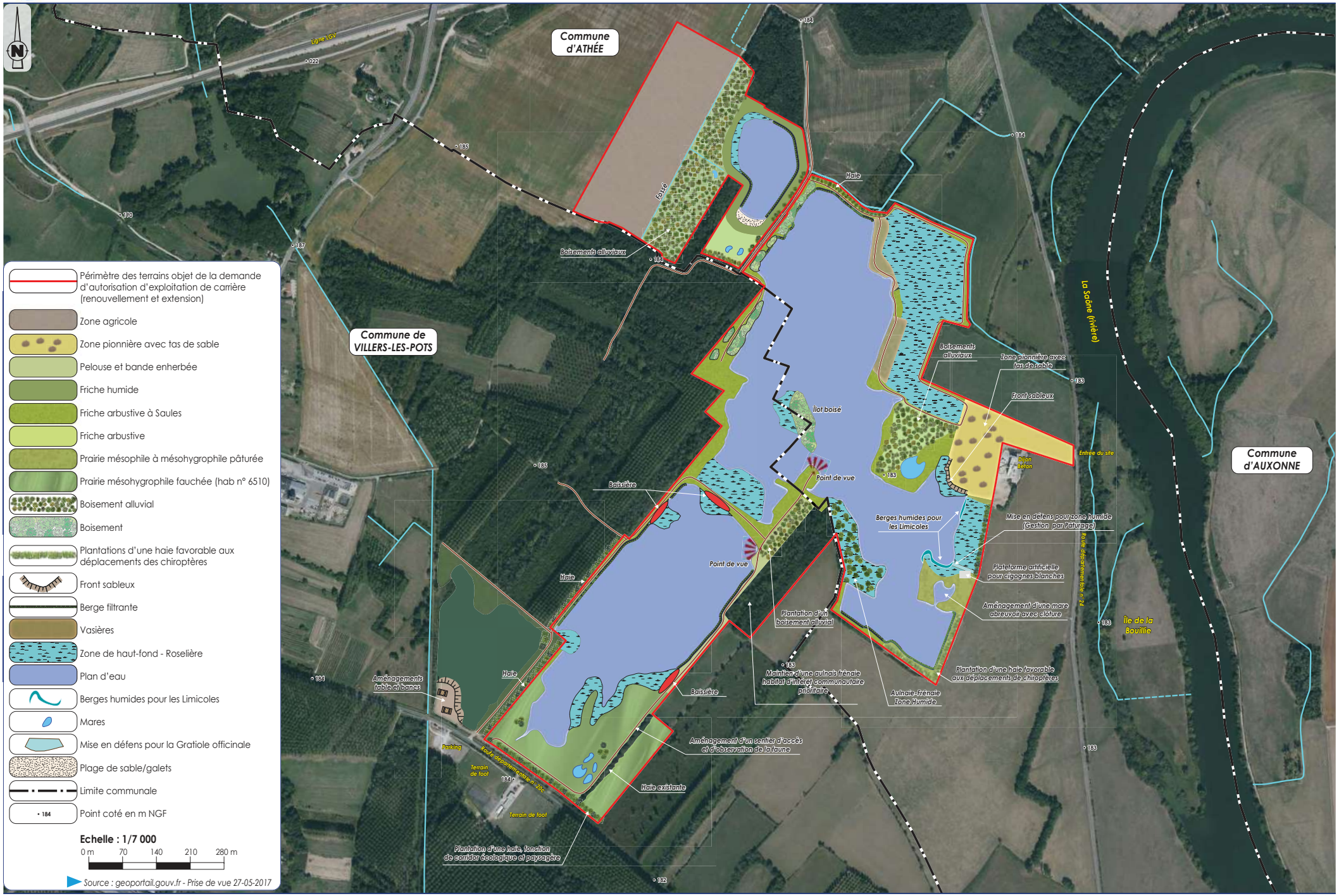


TRACÉ DE LA PISTE TOUT-VENANT

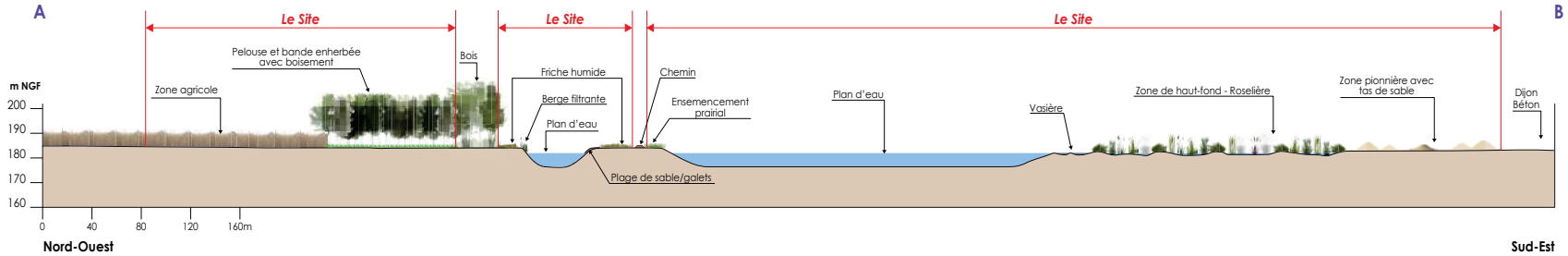


EQIOM A CRH COMPANY

PLAN DE LA **REMISE EN ÉTAT**



COUPES DE LA **REMISE EN ÉTAT**

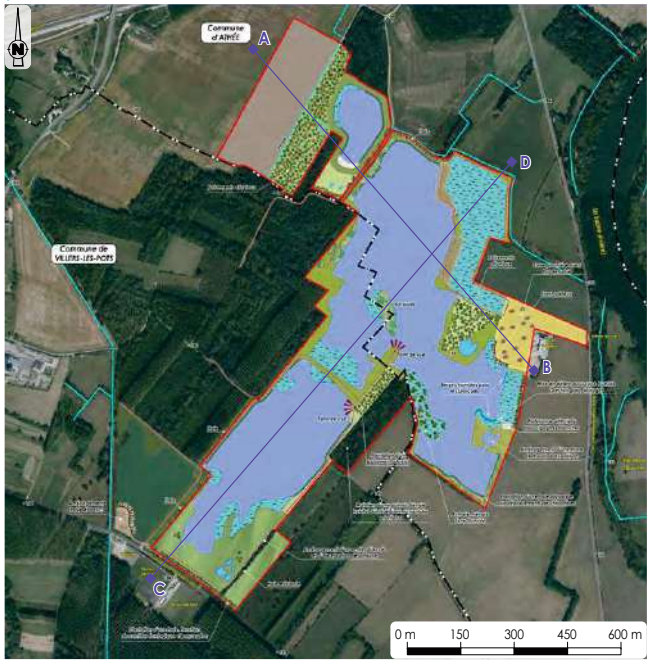


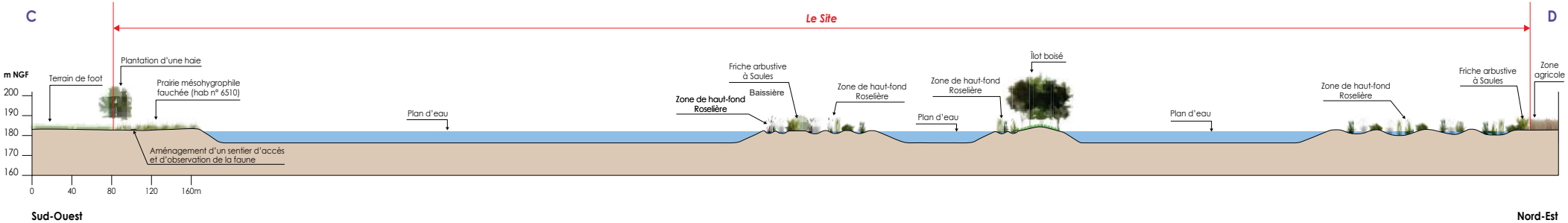
Echelle des coupes :

Longueurs : 1/4 000 - 0 m 40 80 120 160 m

Hauteurs : 1/2 000 - 0 m 20 40 60 80 m

LOCALISATION DES **COUPES**





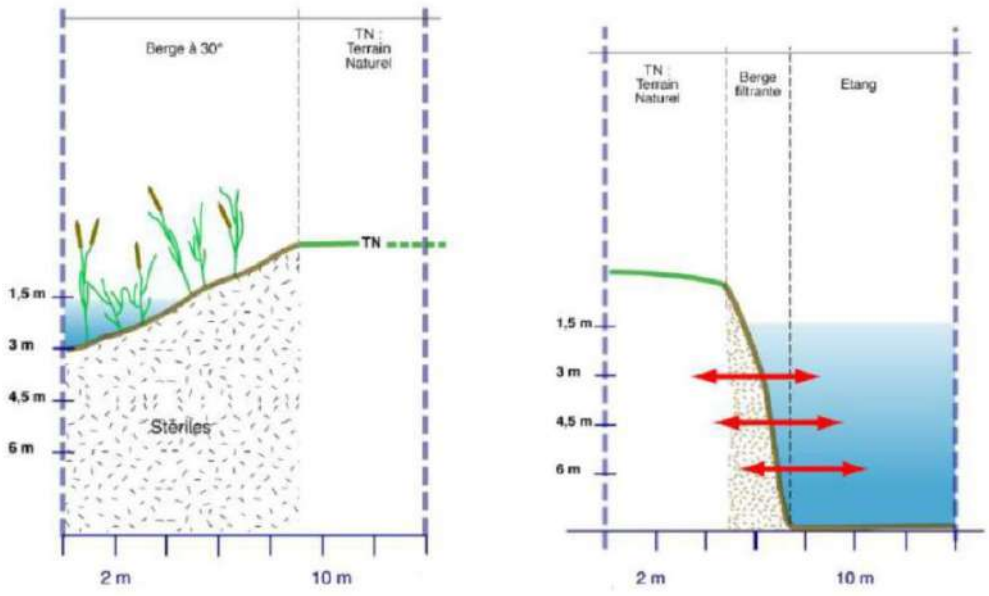


Figure 8 : Profils type d'une berge en pente douce (à gauche) et filtrante (à droite)

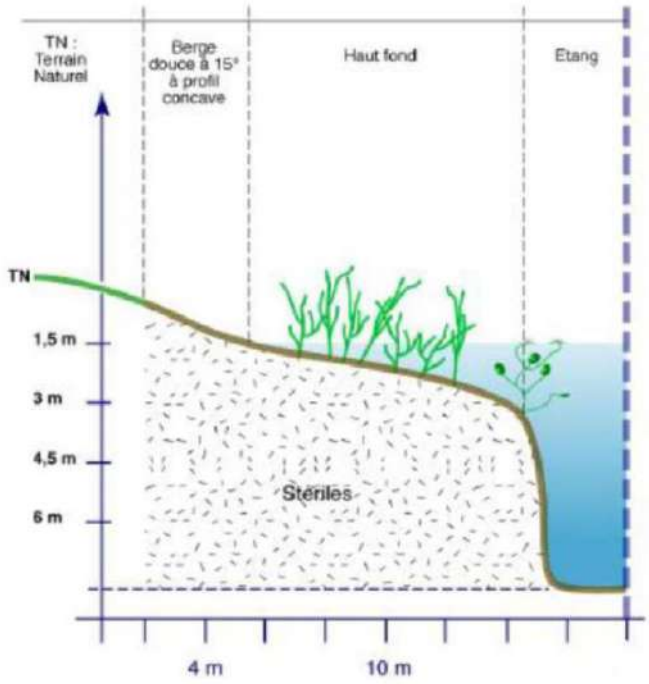
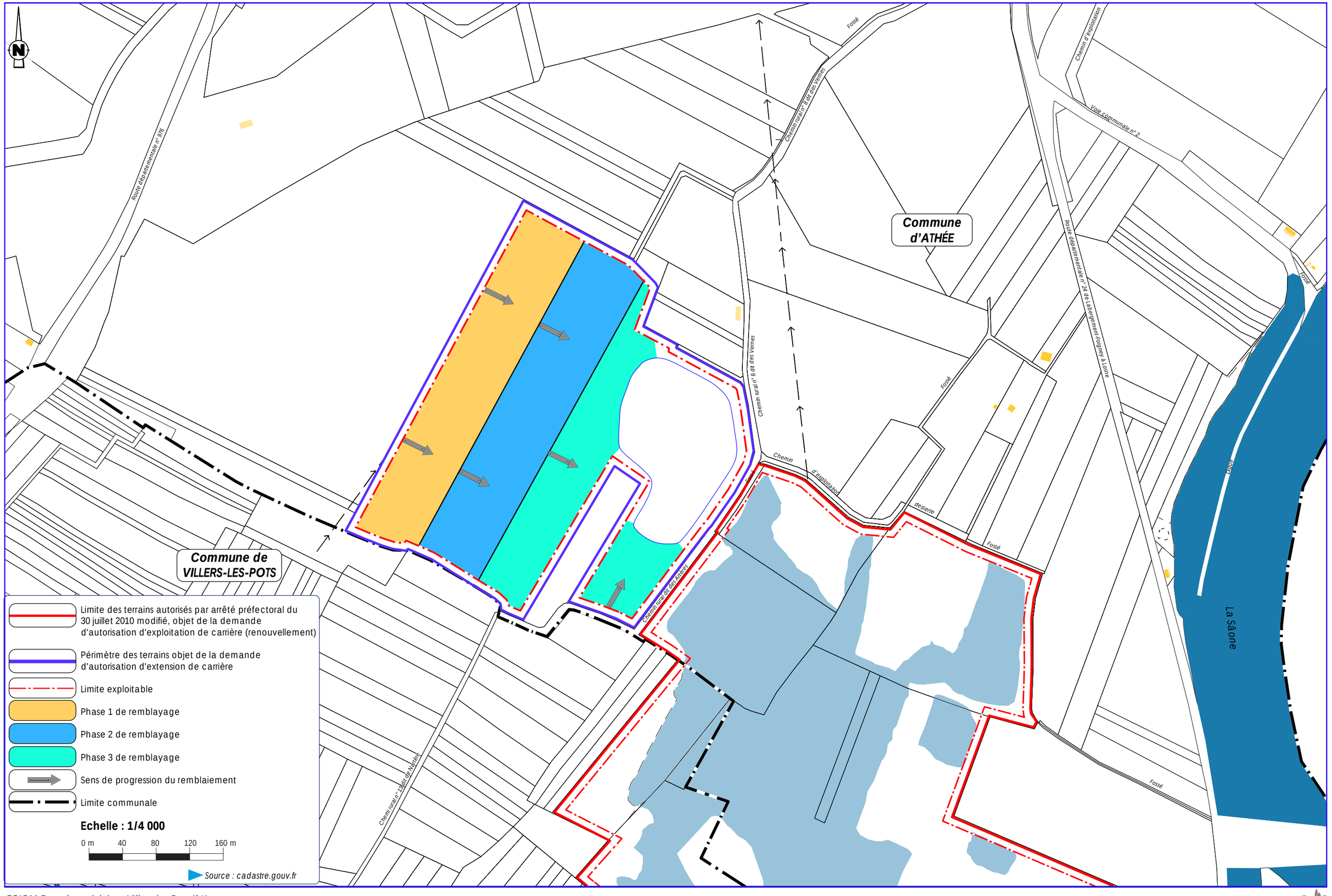


Figure 9 : Profil type d'une zone de hauts fonds

EQIOM
A CRH COMPANY

PLAN DE **PHASAGE DU REMBLAYAGE**



Annexe 10 : localisation des mesures ERC du titre IV

Annexe 10-1 : E1 : Conservation d'une zone sensible proximité des installations de traitement (E2.2.A)



Annexe 10-2 : R6 : Exploitation ou remaniement adapté des fronts sableux (R2.1.P)

Période	Opérations
Septembre à février	Remaniement autorisé sans contrainte des fronts et stocks sableux
Février-mars	• Définition des secteurs de sable qui seront exploités d'avril à août • Talutage à 45° des zones identifiées, afin de les rendre défavorables à la nidification des deux espèces, qui recherchent des façades verticales
Avril	• Localisation des sites de nidification par l'exploitant ou son personnel  Exemple de site de nidification – chaque trou creusé dans le sable correspond à un nid potentiel, mais tous ne sont pas occupés • Délimitation de leur secteur de nidification par rubalise afin de signifier l'interdiction de son exploitation
Avril à août	Période de nidification de l'Hirondelle de rivage et du Guêpier d'Europe
Septembre à février	Fin de l'interdiction d'exploitation des sites de nidification

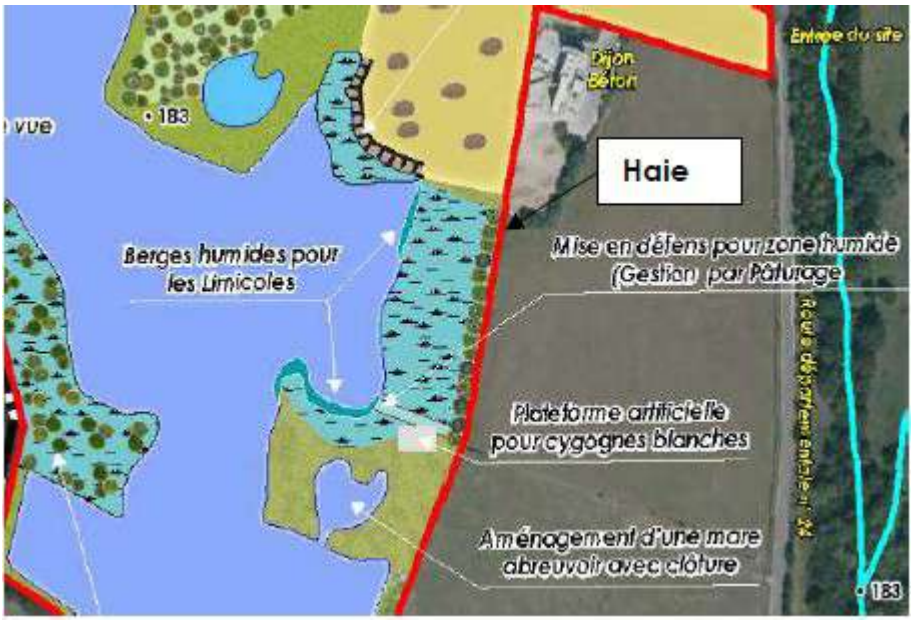
Annexe 10-3 : R9 : Conservation partielle de la végétation en bordure du chemin d'accès (E2.2.A)



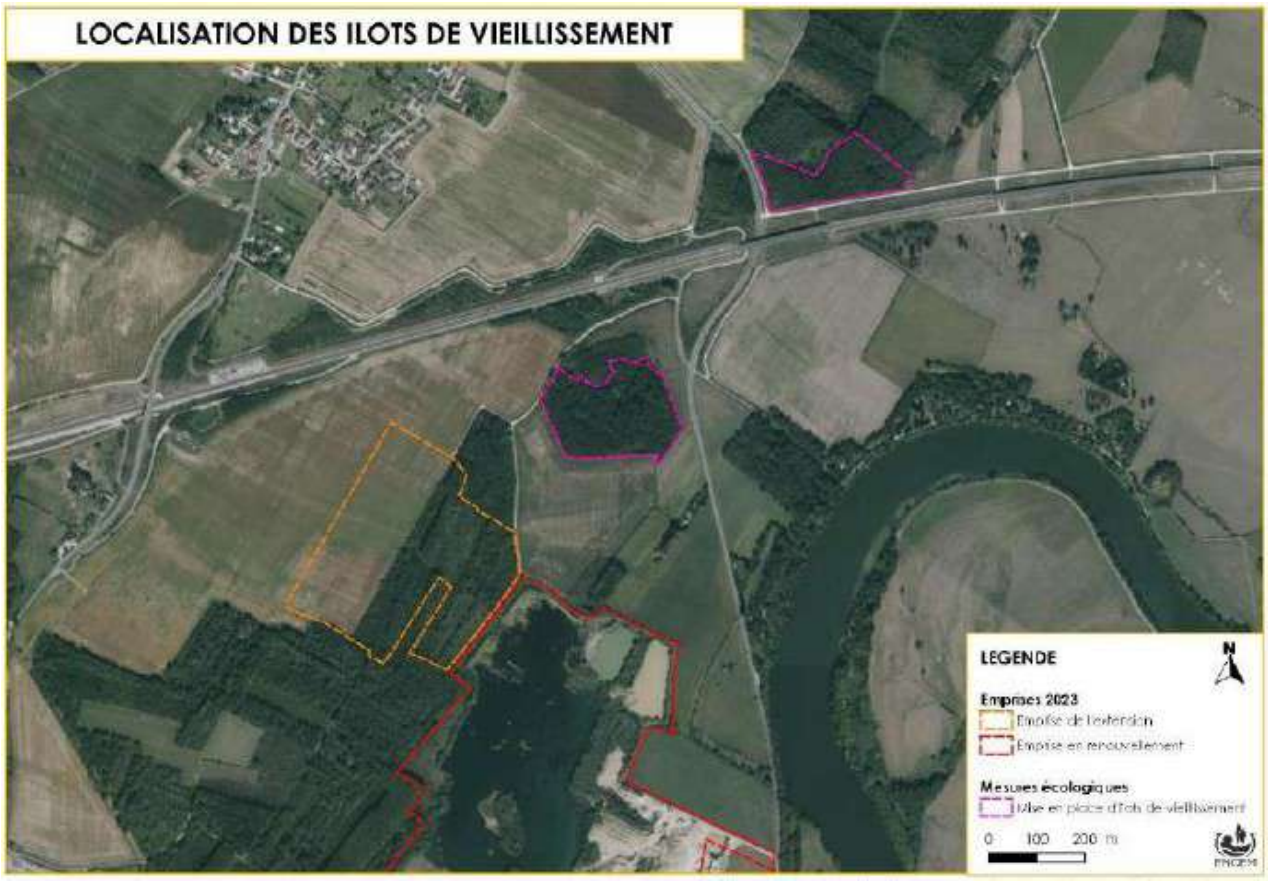
Annexe 10-4 : C1 : Aménagement d'un site de nidification pour l'hirondelle de rivage et le guêpier d'Europe (C1.1.A)



Annexe 10-5 : C2 : Plantation d'une haie (C1.1A)

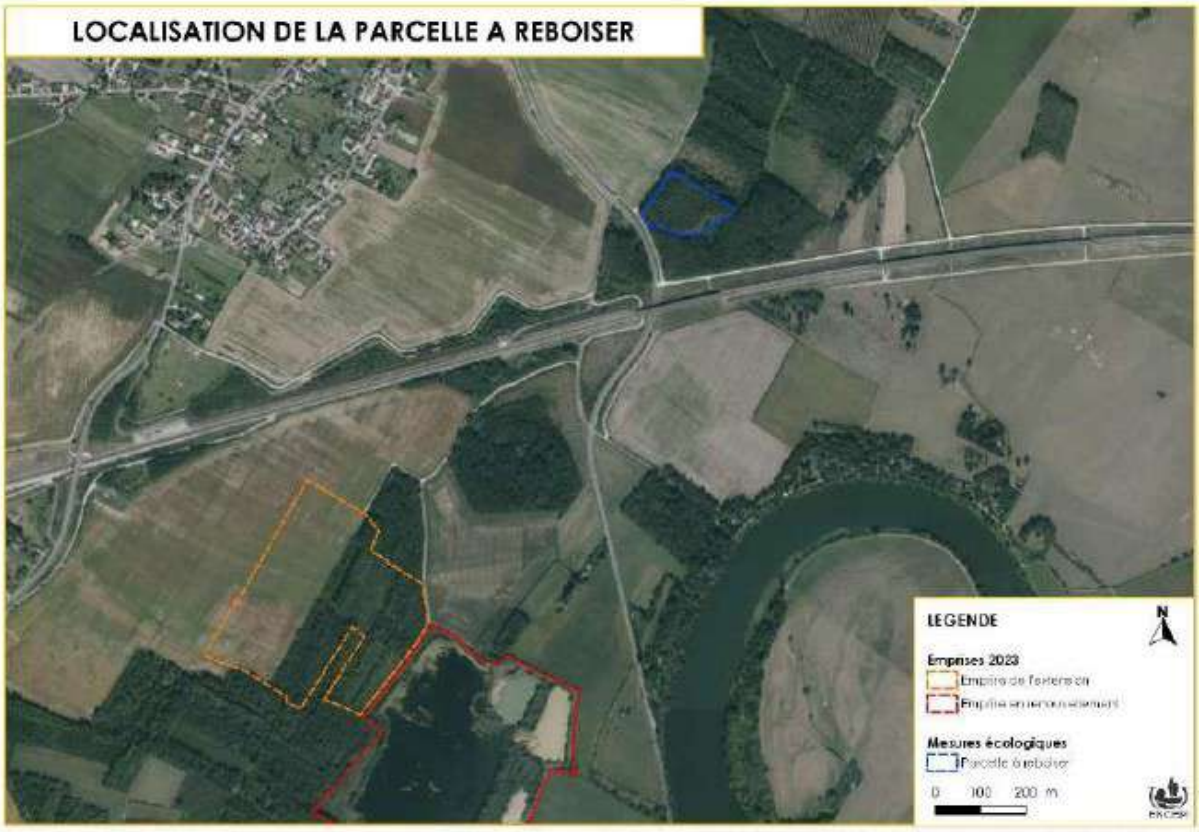


Annexe 10-6 : C3 : Mise en place d'îlots de vieillissement (C3.1.B)



Parcelles	Surfaces arborées concernées	Caractéristiques écologiques
Section ZE, parcelles 83, Lieu-dit « la Grande Mare »	4,52 ha	En partie : Aulnaie-frênaie marécageuse à hautes herbes à haute valeur écologique (habitat d'intérêt communautaire (91E0-11) et présence de plusieurs plantes protégées : Hottonie des marais et Euphorbe des marais) En partie : Forêt alluviale mélangée plus mésophile moins intéressante
Section ZC, parcelle 73	2,87 ha	Aulnaie-frênaie(-saulaie) à Laîche pour les parties hygrophiles ou à ronces. Arbres de faible grosseur et intérêt écologique assez faible. En partie dégradé par le Robinier faux-acacia au Nord-Est Potentiel d'amélioration écologique
Total	**7,39 ha**	Aulnaie-frênaie humide à mésophile.

Annexe 10-7 : C4 : Restauration d'un boisement alluvial humide (C2.1.D)

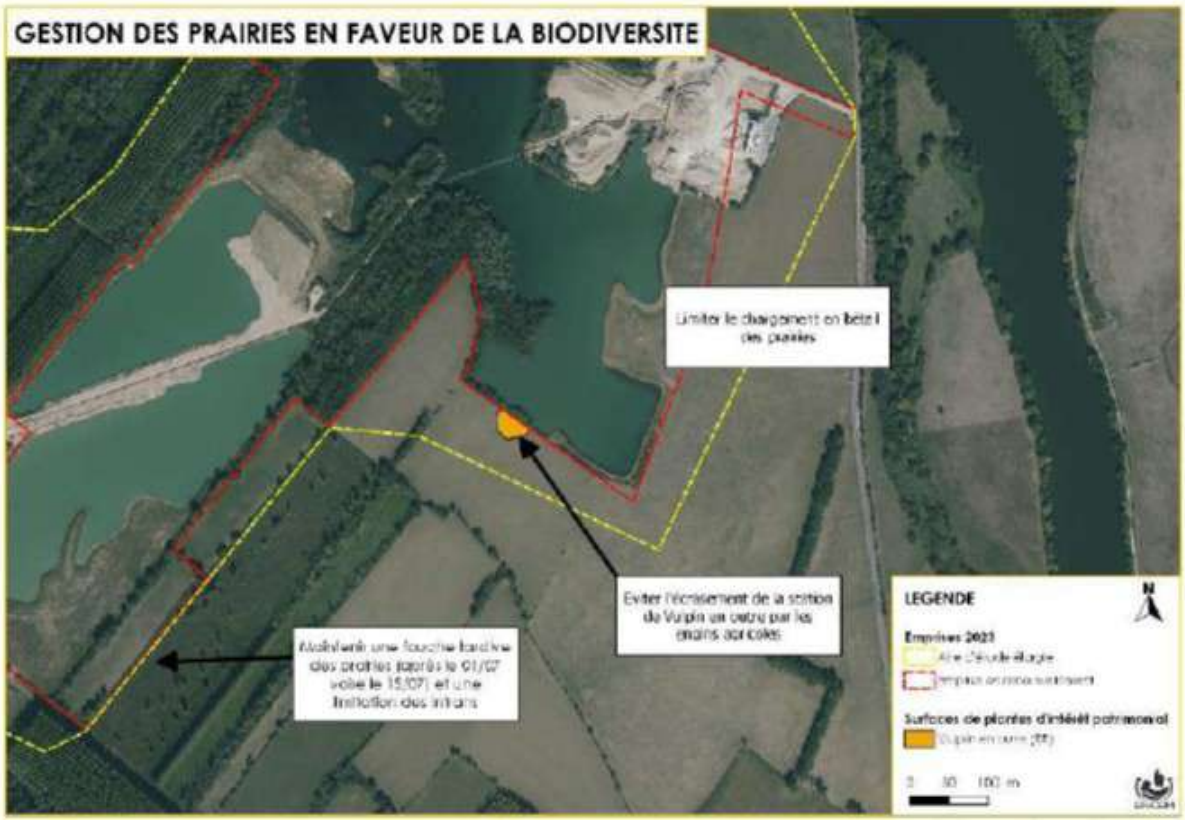


Parcelle 70 : Restauration d'une parcelle forestière	
Essences plantées	Arbres : Frêne Saule blanc Saule cendré Peuplier noir Arbustes : Aulne glutineux Prunellier épineux Cornouiller sanguin Noisetier
Densité	1 arbre / 10 m² 1 arbuste / 5 m²
Surface	1,6 ha

Annexe 10-8 : A1 : Gestion de la prairie au sud des installations (A3)



Annexe 10-9 : A2 : Maintien des pratiques agricoles favorables à la biodiversité



Annexe 11 – Plan de localisation de la lisière boisée

